

Claude Berger  
les associationnistes

# POUR L'ABOLITION DU SALARIAT



SPARTACUS 

# ABONNEZ VOUS A SPARTACUS

VOUS ECONOMISEREZ 50% DES PRIX  
Pour 40 Francs: 55 F d'éditions nouvelles - primes 25 Fr.  
Pour 75 Francs: 110 F d'éditions nouvelles - primes 50 Fr.  
**SOIT 80 OU 160 FRANCS DE TEXTES RARES**

**Abonnés, réabonnés, choisissez ici 25 ou 50 francs de primes**

**PRIMES SERIES A et B et OEUVRES LITTERAIRES**

<b>A</b>	1. Jean JAURES — L'Eglise et la Laïcité .....	F	3,00
	3. Charles ALLIGIER — Socialisme et Bolchevisme .....	F	4,00
	5. R. LEFEUVRE — La politique communiste (Ligne et Tournants) .....	F	3,00
	8. JAURES et LAFARGUE — Idéalisme et Matérialisme .....	F	3,00
	24. Jean JAURES — Le Manifeste communiste de Marx et Engels .....	F	3,00
	36. RIAZANOV, ENGELS, LUXEMBOURG — La confession de Karl Marx .....	F	3,00
<b>B</b>	6. Robert LOUZON — L'Ere de l'Impérialisme .....	F	6,00
	8. Lucien LAURAT — Déchéance de l'Europe .....	F	6,00
	9. Sylvain WISNER — L'Algérie dans l'impasse .....	F	6,00
	13. Jules GUESDE — Collectivisme et Révolution .....	F	6,00
	16. JAURES — Commentaire, controverse et discours .....	F	8,00
	18. JAURES et GUESDE — Les deux méthodes - Le Socialisme .....	F	6,00
	25. Denis HEALEY — Les socialistes derrière le rideau de fer .....	F	6,00
	42. MARX-ENGELS — Programmes socialistes (Erfurt, Gotha) .....	F	6,00
	43. BARRUE — Bakounine et Netchaïev. Le catéchisme révolutionnaire .....	F	6,00
	45. RUBAK — La classe ouvrière est en expansion permanente .....	F	13,00
	46. D. MACDONALD — Le marxisme est-il en question? .....	F	11,00
	47. SOUVARINE — Le Stalinisme - Ignominie de Staline .....	F	3,00
	48. Ch. REEVE — La Chine, Tigre de Papier, Capitalisme d'Etat .....	F	15,00
	49. R. LUXEMBOURG — Réforme ou Révolution, Marxisme et Dictature .....	F	12,00
	50. SERGE — Nouvel Impérialisme russe - La Commune de Varsovie .....	F	11,50
	51. Victor SERGE — 16 fusillés: Zinoviev, Kamenev, Smirnov .....	F	16,00
	52. SKIRDA — Les Anarchistes russes et les Soviets .....	F	7,50
	53. ROCKER — Les Soviets trahis par les Bolchéviki .....	F	12,00
	54. STIRNER — De l'Education, En lisant « L'Unique » .....	F	11,00
	55. DOMMANGET-LUXEMBOURG — 1848-1905. Etapes de la Révolution .....	F	13,00
	57. CORALLE — Capitalisme, syndicalisme, même combat .....	F	13,00
	58. CAMATTE — Bordiga et la passion du Communisme .....	F	18,00
	59. J. PERDU — La révolte des Canuts. Les insur. lyonnaises 1831 1834 .....	F	11,50
	60. I.C.O. — Capitalisme et lutte de classe en Pologne (1970-71) .....	F	25,00
	61. COLLECTIF SPARTACUS — Portugal, l'autre combat (1974-75) .....	F	22,00
	62. G. MUNIS — Parti-Etat, Stalinisme, Révolution .....	F	13,50
	63. O. RUHLE - P. MATTICK — Fascisme brun, Fascisme rouge .....	F	10,00
<b>A</b>	Brendan BEHAN — Mon Dublin (20 dessins de Hogarth) .....	F	20,00
<b>B</b>	Ch. DUIJS — André Breton a-t-il dit passé .....	F	12,00
<b>C</b>	Cesare ZAVATTINI — Lettre de Cuba - Hypocrite 43 .....	F	13,00
<b>E</b>	O. LINS — Le Rétable de Ste Joana Carolina .....	F	15,00
<b>F</b>	V. PINERA — Contes froids .....	F	15,00
<b>G</b>	Paul RITCHIE — Le Protagoniste .....	F	15,00
<b>H</b>	François SONKIN — Les Gendres .....	F	15,00
<b>J</b>	Neel DOFF — Une femme ouvrière .....	F	8,00

NOM ET ADRESSE : .....

## Souscrit un abonnement:

- 6 mois à 40 F  — étranger à 45 F   
— un an à 75 F  — étranger à 80 F   
Indiquez le n° de départ de l'abonnement

## Réglé

- par chèque bancaire à l'ordre de J. Lefeuvre   
— par CCP 633 - 75 PARIS à l'ordre de J. Lefeuvre   
— par mandat postal à l'ordre de J. Lefeuvre

De l'étranger les frais bancaires sont onéreux. Réglez par mandat ou CCP ou ajoutez 10 F.

**Maquette de couverture de Vérissimo**

45E  
G



L'ABOLITION  
du SALARIAT

ÇA DE SORGA-  
-NISERAIT TOUT!

# SOMMAIRE

Préface .....	5
<b>La pollution, c'est le salariat</b> .....	7
Le plus gros canular du siècle .....	9
L'abolition du salariat a-t-elle été tentée ? .....	10
Un mouvement anti-salarial existe-t-il aujourd'hui ? .....	11
Petit guide de l'abolition du salariat .....	12
Abolir le salariat .....	15
<b>I Qu'est-ce que le salariat</b> .....	16
Les faux salariés .....	18
Produire pourquoi, quand, comment, où ? .....	19
Les faux « socialismes » .....	21
<b>II La Révolution contre le salariat</b> .....	22
Syndicats et partis .....	25
Association et autogestion communiste .....	26
Stratégie .....	27
La crise du salariat .....	28
<b>III Le mouvement d'émancipation du salariat</b> .....	31
Les obstacles .....	32
Sortir de l'usine, sortir de l'institution .....	33
Alliance ou disparition des classes .....	34
La question paysanne .....	35
Dans l'immédiat .....	36
<b>Extraits du « Temps des Cerises » — Salut</b> .....	39
Femme, j'ai été dressée .....	40
Avant d'être ouvrier .....	41
Pour liquider le capital .....	43
<b>La rencontre de Champoly, projet de rassemblement</b> .....	44
Le four à pain .....	45

Pour tous contacts : C. Berger, C/O Spartacus,  
5, rue Ste Croix de la Bretonnerie, 75004 Paris  
C. Dumas, Villemontais, 42370 Renaison

Claude BERGER  
les Associationnistes

# POUR L' ABOLITION DU SALARIAT

« LE TEMPS DES CERISES »

*Extraits et projet de*

**RASSEMBLEMENT DU GROUPE**

*Ouvrier-Paysan de la*

*Région de ROANNE*



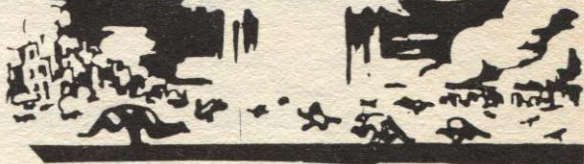
**SPARTACUS**  
René LEFEUVRE  
PARIS

VOUS, VOUS  
DITES ÇA POUR  
ME DECOURAGER  
HEIN ?



## L'UTOPIE !

c'est continuer à croire  
qu'on peut "gagner sa vie"  
en détruisant le monde



## PREFACE

La brochure « Pour l'abolition du salariat » comprend en première partie une série d'articles parus dans la « la Gueule Ouverte » (No 122 et 123, Septembre 1976), en seconde partie un manifeste diffusé une première fois sous forme ronéotée en 1975 et épuisé depuis. Ce texte résulte d'une volonté collective. Il a été discuté, contrôlé, amendé en groupe. Un groupe qui s'était constitué à la faveur des débats auxquels avaient donné lieu la parution de mon ouvrage « Marx, l'Association, l'Anti-Lénine, Vers l'abolition du salariat » (Payot, Petite bibliothèque No 238) en Avril 1974. Qu'est devenu ce groupe ? Il n'avait pas à subsister en tant que tel ou alors il serait devenu un « groupe idéologique permanent ». Celà ne change pas la face du monde. Son propos était et reste — pour tous les individus qui y ont participé — plus ambitieux. L'idée était de fournir en quelques pages l'essentiel d'une méthode d'analyse radicalement critique de la société actuelle aux acteurs des luttes qui, dans nos sociétés, se laissent de moins en moins impliquer dans des stratégies d'appareils s'auto-intitulant « socialistes », « communistes » ou « révolutionnaires ». Tous ces appareils dispensent en effet l'illusion qu'il faut conserver voire développer le capital... pour instaurer « le socialisme ». Aussi font-ils des efforts guignolesques pour se transformer en « experts économiques » crédibles et en capitalistes d'Etat. Ils oublient « tout simplement » qu'on ne peut instaurer le socialisme sans supprimer le capital, sans supprimer le salariat. Et là, il n'y a pas de moyen terme dans la rupture. Je ne prétends pas que cette rupture puisse survenir du jour au lendemain. Elle même se prépare. Après elle, suit un long processus. Mais l'essentiel est avant tout de la concevoir dans notre quotidienneté, dans nos luttes : à partir d'elles. Et de ne pas se plier à des stratégies de conservation du salariat : des stratégies qui depuis les décennies du léninisme, du trotskysme, du maoïsme et de la social-démocratie font les histoires tristes de l'univers ouvrier au nom du « socialisme ». Ce manifeste a donc pour but de préciser quelques points d'analyse oubliés par les propagandistes patentés du « socialisme ». A savoir, que nous sommes dans une société de salariat. Que le salariat est de même nature que le servage ou l'esclavage. Que le socialisme véritable ne peut signifier que la suppression immédiate du salariat. Certes, les effets de cette suppression s'exerceront progressivement en vue de l'annulation complète de l'économie de marché, mais la rupture sera immédiate ou ne se fera jamais !

La cohérence d'analyse rétablie peut permettre aux uns et aux autres qui luttent dans des domaines différents, avec les mêmes intuitions dans la critique quotidienne, à ne plus être seulement « écoeurés par » les pratiques et les programmes des

appareils, mais à s'affirmer « pour ». Pour l'abolition du salariat. Pour leur propre regroupement au sein de véritables associations ou communautés de luttes d'ouvriers, de petits paysans, d'intellectuels en rupture, d'hommes et de femmes à égalité. Car telle est l'autre ambition de ce texte : favoriser au sein des travailleurs un mouvement autonome, coordonné d'émancipation du salariat, de toutes ses tutelles, y compris syndicales et politiques, de toutes ses divisions.

Depuis la première diffusion de « Pour l'abolition du salariat », le débat n'est pas resté confiné à sa sphère d'origine. Il a été porté en milieu ouvrier et petit paysan par des militants dont l'expérience et la propre réflexion les amenaient à partager ces points de vue déterminés. C'est la raison pour laquelle nous avons conclu ce livret par des extraits d'une brochure, « Le Temps des Cerises », ainsi que par le projet de rassemblement proposé par le groupe de Roanne.

Ce groupe animé par un travailleur de chez Rhône-Poulenc, Claudy Dumas, s'est constitué sur ces bases d'association. Il organise des rencontres, des chantiers collectifs, des réseaux directs ouvriers-petits paysans et oriente les luttes dans un esprit anti-salarial, c'est-à-dire de non-concurrence entre travailleurs. Il combine sans cesse deux préoccupations. D'une part constituer un lieu collectif permanent où s'esquissent des rapports nouveaux d'échange et d'entraide, de mises en commun, des rencontres entre travailleurs de couches différentes. De l'autre, transformer les luttes quotidiennes contre le capital en lutte contre le salariat, contre la production marchande, contre l'Etat. Quand les travailleurs ne réclament plus « de l'emploi et du salaire », c'est-à-dire en fin de compte un bon patron, un bon capitaliste avec en plus un bon parlementaire « au service des travailleurs », mais la fin du salariat lui-même, la fin du Pouvoir au-dessus de leurs têtes, il y en a qui tremblent. Nous n'en sommes pourtant qu'au début !

A ce propos, c'est bien en 1968, après les « événements » que la CGT raya l'abolition du salariat qui figurait encore dans ses statuts. Certes, ça n'y figurait qu'à titre de reliquat des temps lointains. Mais quand même ! A-t-on cru que ça pouvait donner des idées folles à des « masses » qui s'étaient révélées trop fugeuses ?

Le groupe de Roanne qui inscrit bien haut qu'il est, lui, « pour un prolétariat apartidaire, anti-salarial et révolutionnaire » est en voie de faire des petits. Il a fallu une année d'efforts patients. Quant à la suite de l'histoire, chacun de nous l'écrira.

Claude BERGER  
Novembre 1976



# LA POLLUTION C'EST LE SALARIAT

On passe des heures ennuyeuses, fatigantes, en état de soumission, dans la seule attente de la sortie du boulot et de la monnaie finale. Sans broncher. Sans rire et sans chanter. « Faut bien vivre », comme on dit. Or la plupart des produits fabriqués sont socialement inutiles du point de vue d'une société non-salariale puisque leur seule utilité est ici marchande : elle enchaîne le salarié à la consommation pour réaliser en argent le travail gratuit qu'on vient de lui prendre ! Qui en profite ? Le capital et toute sa hiérarchie salariée qui use du savoir et du pouvoir. Par ailleurs, dans le cadre du salariat près de la moitié des salariés ordinaires passe son temps à surveiller, à contrôler un travail fait sans motivation et sans passion, dans le désintérêt total, ou à comptabiliser et vendre le surtravail des autres afin de le transformer en marchandise et en argent. On mesure l'énorme gâchis de temps de travail, sans parler de celui consommé par l'oppression étatique, par la centralisation économique et le gigantisme des échanges de la société salariale.

Supprimez le capital et le salariat, le salaire et l'argent, l'Etat et l'économie de marché des produits, inséparable de l'économie de marché des hommes, et vous libérez une masse énorme de temps de travail. Ajoutez le temps disponible de tous les reclus qui voudraient bien produire un peu mais pas trop, les vieux, les enfants, les handicapés, les femmes vouées au rôle de reproductrice ou de gardienne au foyer, mettez toutes les hiérarchies au travail productif et vous aboutissez au compte suivant : deux heures de travail par jour pour la production de biens socialement utiles suffiraient amplement pour vivre enfin dans une société non-salariale.

Esclavage, servage, salariat : où est la différence ? Dans les chaînes, dans l'aveuglement. Esclaves et serfs savaient — c'était visible à l'œil nu — qu'ils fournissaient gratuitement la plus grande partie de leur travail aux maîtres et qu'on les y forçait. La révolte était claire : il s'agissait d'en finir avec la servitude.

Le salarié, lui, ne voit rien, ne sait rien, ne veut plus rien. Même ses luttes finissent par l'enchaîner davantage au salariat. La rétribution par le salaire engendre en effet des miracles. Elle cache le travail fourni gratuitement. Le salarié se croit rémunéré pour son travail, tout va donc bien. S'il « prend conscience » qu'il est lésé, que va-t-il réclamer ? La suppression du travail gratuit ? Non, un salaire plus fort ! Plus d'avoir au lieu de plus d'être. *C'est le cercle vicieux qui commence.* Tout le syndicalisme s'est engouffré là-dedans. Comme l'employeur ne récupère le travail extorqué que transformé en argent par la vente des produits, il lui suffira d'augmenter le prix des produits pour ne rien perdre — c'est l'inflation ; puis de renouveler l'arsenal des besoins et des marchandises tout en recherchant de nouveaux

marchés du travail, de nouvelles techniques plus riches en travail gratuit — c'est alors l'expansion sophistiquée.

Le travail salarié est la vraie, la seule matière vivante du capital. Toute technique, toute énergie, tout produit ne valent pour lui que par leur richesse en travail gratuit, en surtravail. Le salariat est donc la pollution des pollutions, le ver au pied de l'arbre pourri, le moteur du tout explosif. Il ne peut être qu'anti-écologique. Mais c'est aussi en soi la pire, la plus viscérale des pollutions. *Elle pollue le salarié du dedans*, elle l'aveugle, elle l'enchaîne, elle le mutile de l'intérieur ; elle l'épuise en même temps que la terre.

Car contrairement à l'esclave ou au serf, le salarié ne va pas se croire forcé d'aller s'enfermer à l'usine ou au lieu de travail. Il y va de lui-même. C'est un immense progrès qui donne au patron une figure de donneur d'emploi (« je te donne du travail, si tu n'es pas content tu vas voir ailleurs ») et au salarié deux petits sentiments de « libre » disposition de sa personne : la mobilité du travail et l'illusion de réalisation personnelle dans l'acte d'achat (« je vais voir ailleurs si le salaire est meilleur ») et « en sortant du boulot, j'irai à Carrefour pour voir si c'est moins cher »). La rétribution par le salaire accomplit des miracles : elle constitue le salarié en « individu » qui n'a par définition aucun droit de regard sur la production, sur les besoins, sur les modalités même de l'existence. Il est là en apparence pour « lui », pour « ses » besoins ; comme si ceux-là n'étaient jamais déterminés socialement. Il n'est pas là pour le travail, qui ne peut avoir ici aucun sens social et communautaire, *il est là pour le salaire.*

Le tour est joué. Pas besoin de milice pour forcer à bosser et fournir le travail gratuit. Le patron privé ou d'Etat n'est plus un ennemi radical. Entre lui et le salarié, il y a le gri-gri du salaire. Un véritable tabou. Le système pousse même le salarié à ne pas trop se batailler pour ne pas perdre l'emploi, ou au contraire à batailler pour le conserver. C'est la prison auto-consentie et bientôt auto-gérée. On réclame du travail ! 40 heures en 36, près de 44 en 76 pour les non-chômeurs. Sur un tel système, la religion du travail, du productivisme et de l'emploi pousse tout seul et fleurit autant dans le patronat que dans le syndicalisme. Celui-là s'est donc engagé dans une « grande bataille pour l'emploi », au lieu de s'acharner à développer une union réelle des chômeurs et des salariés actifs pour réclamer une rétribution uniforme pour tous.

Ça heurterait de front les classifications et la sacro-sainte division du travail (le même geste de travail toute la vie) ? Mais le salariat — donc le capital — repose là-dessus : sur la division, sur la concurrence des salariés dans les « boîtes » ou à l'air, sur le marché du travail. C'est vrai qu'une telle union déborderait sur la vie, hors du cadre syndical étroitement institutionnalisé. Mais le salariat repose sur la division entre ce qui serait syndical, politique et existentiel : sur la vie en miettes, sur l'atomisation, la décomposition de l'existence.

C'est là que l'Etat sert à quelque chose. Pas de salariat sans une machine qui vous prend le pouvoir de votre existence et ne vous le rend pas. Sans une machine qui organise la décomposition sous le masque de la « communauté sociale » qu'elle détruit sans cesse. Pas de salariat sans Etat. Pour former à la concurrence sur le marché du travail et à l'enfermement dans l'usine, cette machine essentiellement capitaliste, il faut la gestion étatique de l'enfermement institutionnel familial, scolaire,

asilaire, militaire. Il faut la réclusion des déviants, des handicapés, des vieux et des femmes reproductrices. Ça forme à la compétition, à la soumission, à la discipline. De lui-même, le libre salarié-citoyen-consommateur ira au boulot. Le salaire, l'État, la marchandise agiront du dedans. Comme le cancer, l'ulcère ou la carie dentaire ; au Moyen-Age, la force armée venait du dehors comme la vérole ou la peste. Le salariat et ses maladies, c'est un grand progrès.

C.B.

---

## LE PLUS GROS CANULAR DU SIECLE

La plus grosse mystification du siècle, c'est de prétendre faire du socialisme en conservant le salariat. Le problème est qu'il n'y a pas de capital sans salariat et inversement. Inciter donc à de telles croyances est du même acabit que de parler de la « suppression du féodalisme par la nationalisation des propriétés des grands féodaux »... sans abolir le servage. Le plus ou moins d'autogestion ou de participation accordé aux serfs récalcitrants pour les motiver aux corvées ne change rien à la servitude. Même chose pour le salariat. Imaginez une usine autogérée fabriquant des matraques de C.R.S. ou des gadgets qui s'usent très vite dès qu'on s'en sert, avec à la tête un patron autogestionnaire et toujours des salaires. Donc une fois pour toutes, nous sommes dans une société salariale et non pas — seulement — de « profit », « industrielle » ou « capitaliste ». De la même façon que la société féodale ne fut pas seulement de privilège, agraire ou artisanale, mais de servage.

C'est important d'annoncer le comment de la mise en servitude. Pour en finir avec lui. Pour démystifier le creux des mots qui nous abusent. Tenez, on nous parle souvent de « transition vers le socialisme » : pas possible ! Entre l'esclave et le non-esclave, entre les salariés solitaires et soumis et les producteurs librement associés et fédérés, il n'y a pas de transition possible. Parler de transition, c'est mettre de côté l'abolition du salariat, changer la façade du capital, supprimer son caractère privé, l'étatiser. Si le salariat devenait salariat d'État, ça ne changerait rien au mode de servitude et d'atomisation de l'existence. A l'ennui au travail, aux travaux socialement inutiles, à l'aliénation par le salaire, à la soumission aux autorités et autres « impératifs économiques et étatiques ». Ça renouvellerait un peu les hiérarchies : les bureaucrates au lieu des actionnaires. Les cadres, ça reste, ça suit les uns ou les autres. Et puis tout n'a qu'un temps. L'ordre revient vite, il faut savoir attendre. Fiat est à Moscou, Nivéa et Shell à Budapest. Et Pékin ? Ça vient, merci.

# L'USINE, MACHINE ESSENTIELLEMENT CAPITALISTE

Ce n'est jamais la technique qui tranche. Elle suit. La taille, l'implantation, la fermeture du lieu, les techniques de travail, dépendent essentiellement des rapports du capital et de sa matière vivante, le travail salarié. L'usine, outre ses grilles, est généralement monoproductrice, quand elle ne fabrique pas des éléments totalement disparates d'assemblage. Par contre, la bourgeoisie a inventé les grands magasins, pour faire tout elle-même. De l'industrie, à la banque, au commerce. On peut très bien concevoir des lieux de production ouverts, polyvalents, répondant aux besoins des communes d'une société non-salariale. Et aussi admettre les propos de Murray Bookchin (1) sur la possibilité d'instruments industriels polyvalents respectant les équilibres naturels et capables de servir les communes de base.

## L'ABOLITION DU SALARIAT A-T-ELLE ETE TENTEE ?

Le communisme primitif fut sans doute la plus belle expérience jusqu'à son écrasement par les sociétés esclavagistes, de servage ou salariale. On ignore cependant très souvent qu'un véritable mouvement d'abolition du salariat et de collectivisation agraire a embrasé une grande partie de l'Espagne en réplique au coup de force fasciste en 1936. La prédominance d'une grande sensibilité libertaire, les échos des idées de la première internationale et des idées de Marx, Engels, Bakounine, l'influence de Kropotkine, la force de la C.N.T. et du mouvement anarchiste et le succès de leurs militants à Barcelone contre les putschistes favorisèrent cette révolution sociale de même que la déliquescence de l'Etat bourgeois, républicain.

En Aragon, dans les pays du Levant, en Castille, un prodigieux mouvement de socialisation collectiviste se répand dans les campagnes. Pour ces trois régions, on comptait 1600 « Collectivités » agraires. En Aragon, la fédération des 400 Collectivités regroupait 275 villages, soit 141.130 familles affiliées. Les principales mesures adoptées furent :

1) Suppression de la monnaie au sein des Collectivités et constitution par un apport

1. « Vers une technologie libératrice », Editions Parallèles. Et « Pour une société écologique », Editions Christian Bourgois.

général d'un fonds commun de marchandises et de ressources financières devant servir aux échanges avec d'autres régions et avec l'étranger. Edition d'un carnet unique de consommation, valable pour les collectivistes.

2) Regroupement autour de l'organisation communale, élimination des limites traditionnelles des villages entre eux ou redécoupage administratif en fonction du mouvement.

3) Mise en commun de tous les instruments de travail, dont la terre et les matières premières. Enfin mobilité de l'excédent de main-d'œuvre d'une collectivité à l'autre.

Les petits propriétaires restaient libres de ne pas adhérer à condition de ne pas employer de salariés. Les grands principes étaient la fédération, la solidarité, l'entraide, l'égalisation des conditions de vie, la collectivisation. Une association fut créée pour favoriser les activités d'ensemble des Collectivités en matière de formation, d'éducation, de culture, de loisirs et d'échanges et d'entraide avec les Fédérations extérieures et internationales.

Ce mouvement connut les vicissitudes de la Guerre civile et subit les effets de la participation des directions anarchistes au Gouvernement, qui accordait dans les faits la prééminence à la cohésion étatique sur la révolution sociale dans la lutte contre le fascisme. (1).

Dans les zones industrielles, le mouvement n'alla jamais jusqu'à cette « abolition du salariat ». On en resta à la prise en mains des usines par les syndicats, avec quand même de belles initiatives libertaires que Gaston Leval, militant et écrivain anarchiste, caractérise ainsi : « un néo-capitalisme ouvrier, une autogestion à cheval entre le capitalisme et le socialisme ». (2).

---

## UN MOUVEMENT ANTI-SALARIAL EXISTE-T-IL AUJOURD'HUI ?

Un certain nombre d'ouvriers et de petits paysans agissent contre la concurrence salariale et réfléchissent au contenu de luttes anti-salariales. « Qu'est-ce que ça veut dire lutter pour l'emploi à Roanne et à Brignoud quand une usine Rhône-Poulenc doit déménager d'ici à là, dans une usine de la Société française des Non-Tissés », demandent les ouvriers de Roanne à ceux de Brignoud. Les mêmes proposent d'organiser des échanges permanents entre salariés. Un lieu collectif de lutte est en place dans la région. On y installe un four à pain pour, à partir de la fabrication du pain et sa prise en charge collective, favoriser les échanges et l'entraide entre petits paysans et ouvriers en posant la question essentielle : « produire,

---

1. « Les enseignements de la révolution espagnole » de Vernon Richards, 10/18.

2. « Espagne libertaire », « 36-39 », de Gaston Leval, Ed. du Cercle, Ed. de la Tête de Feuilles.

pour qui, pourquoi, combien, comment ? » (3). Une rencontre a eu lieu récemment pour débattre de ces problèmes entre ouvriers de différents coins de France, petits paysans et sympathisants. Une plus large est prévue pour bientôt.

---

## PETIT GUIDE DE L'ABOLITION DU SALARIAT

Vous voulez abolir le salariat, et vous le remplacez par quoi ? En général, cette question vient sur le tapis immédiatement. Allez dire aux gens que l'abolition du salariat ne peut se concevoir que comme un mouvement social, un processus d'émancipation et de libération qui bouleverse l'ensemble des salariés ! Que cela suppose le changement complet de la configuration sociale ! Que les objectifs à atteindre sont de briser l'opposition entre les villes et les campagnes, de promouvoir une technologie industrielle susceptible de libérer du temps de travail, de respecter les équilibres naturels et de servir des communautés de base ou leurs regroupements, dont on ne peut préjuger du nombre et de la taille aujourd'hui — 40.000 communes de 1200 participants ? — ; tout dépendra du mouvement social dont elles seront issues.

On peut tout de même parler de grands principes : de la répartition égalitaire du travail pour tous (deux heures assumées à la production de biens matériels) en définissant deux niveaux de travaux — très technicisé et peu technicisé ; et un autre de conception intellectuelle, de créativité ou d'activité proprement sociale, chacun effectuant toujours trois registres. Autre principe : les communautés vivent le plus possible sur elles-mêmes en matière agricole et industrielle, c'est-à-dire développent au maximum la polyvalence dans les limites naturelles. Ceci diminue tout de suite une grande part des échanges tout à fait « artificiels » de la société salariale. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y aurait plus d'échanges entre communautés fédérées ; mais ils devront se faire sur la base de la diminution des inégalités, donc sur la base de l'entraide et de la solidarité. L'égalité de niveau de vie et le sens communautaire favoriseront cette gigantesque restructuration par l'association des producteurs.

De toutes façons, il faudra transformer les villes existantes. On peut très bien concevoir dans un premier temps des communautés ayant un pied à la ville, l'autre à la campagne. On peut aussi rêver aux énergies libérées, à la mise en commun de tous les instruments et ustensiles, à la réquisition de tous les immeubles publics et bancaires. L'important aujourd'hui, c'est d'éviter deux illusions. L'une, qu'on pourrait abolir le salariat entre amis, entre petites communautés dans le système actuel. Ces privilèges durent un temps, mais ne font nullement cesser la dynamique sociale. L'autre qu'une bonne grève générale suffirait. Comme si la lutte aujourd'hui des sa-

---

3. Outre la brochure « Le Temps des Cerises », le groupe roannais a édité « Rhône-Poulenc... produire pour qui, pourquoi, comment ». Pour se les procurer, écrire à Claudy Dumas, ouvrier RPT Villemontois, 42370 Renaison, 5 F et 3 F plus frais de port.

lariés ne devait pas déjà remodeler les formes d'existence et les besoins à partir de lieux collectifs, porter en germe la destruction de l'Etat et du salariat et ce qu'il suppose de vies atomisées.

L'idéal serait de parvenir à constituer dès maintenant des lieux permanents de rencontre — que j'appellerai des communautés de lutte. Où les salariés s'évadent du corporatisme et de la vie en miettes, esquissent des mises en communs de biens, des pratiques de solidarité et se déterminent à lutter contre les effets de la concurrence sur eux-mêmes et au-dehors contre le salariat. Cela suppose une forme de militance nouvelle, car la rencontre par exemple de femmes salariées, de travailleurs émigrés, de travailleurs français et de chômeurs dans un lieu de quartier qui peut être une boutique louée en commun n'est pas évidente a priori. De même que des liens permanents avec des petits paysans.

Mais cette militance ne peut se concevoir comme du militantisme de parti. Elle considère que c'est la prise en charge collective du quotidien par ces couches qui est véritablement politique et peut devenir anti-salariale, tout en procurant immédiatement un immense plaisir. Alors que le militantisme de parti repose sur les divisions, toutes salariales, de ce qui serait politique (le pouvoir à la mode bourgeoise) et syndical (le salaire et l'emploi) et refoule ce plaisir. Ce militantisme là est déjà en religion, il ne pense qu'à ça, il se sacrifie et il pense pour nous, car lui, il a vu Dieu.

Un tel mouvement social pour l'abolition du salariat est-il possible ? Oui, si l'on tient compte de plusieurs facteurs. Outre la crise du militantisme, il y a une **crise objective du travail salarié**. L'attrait du salaire ne compense plus le manque d'attrait du travail et la discipline — la force d'Etat intériorisée — marche très mal. D'où les efforts patronaux pour renouveler les motivations du travail face à l'absentéisme et au turn-over. Et puis le grand doute écologique commence à relativiser la consommation sur laquelle débouche le salaire. Enfin, bien des aspects des grèves et des luttes sont émancipateurs. Mais il faut distinguer ici, entre le salarié solitaire et les salariés en lutte.

Bien des luttes formulent des revendications intégrées, mais valent par le désir d'un moment collectif, et une fois parvenues à ce moment, ne veulent plus finir la grève afin de le perpétuer. Ce moment qui esquisse des rapports d'**association**, de rejet de la concurrence et de la vie en miettes, peut être médité, commenté, mûri et déboucher sur des objectifs de rupture : la suppression du surtravail fourni gratuitement, la même rétribution pour tous et la constitution avec d'autres travailleurs de communautés de lutte anti-salariales et anti-étatiques. Un mouvement de la sorte, se développant en réseau, peut préfigurer des communes futures, fédérées entre elles et réunissant sur la base d'un lieu unique existence, pouvoir et production. Il peut devenir une force capable de détruire l'Etat et le salariat, lorsque surviendra une crise du système et une paralysie de l'Etat.

C.B.

---



l'important,  
c'est une ligne juste...



F.A.P.



# ABOLIR LE SALARIAT

*Des nouvelles formes de luttes, de vie, de savoir, de pouvoir apparaissent au cours de tous les conflits du travail ou dans les multiples crises que connaissent les institutions : elles contestent l'exploitation mais aussi l'oppression du travail salarié.*

*L'abolition du salariat : c'est ce que les luttes récentes — depuis le grand mouvement de 1968 — portent en germe. Mais un « germe » doit se mûrir pour parvenir à maturité sans être détruit. Voilà pourquoi une réflexion et un débat sont nécessaires entre tous les participants de ces luttes sur la base de leurs expériences.*

*D'autant plus qu'on ne peut faire confiance à personne d'autres qu'à nous-mêmes pour discuter, pour préparer dans la lutte, ce qui sera possible demain : l'auto-émancipation des travailleurs. Du Chili au Portugal, de l'Espagne en Italie, via la France, on commence à en être convaincu. Voilà pourquoi notre groupe s'est réuni et vous invite à faire de même en vous soumettant ses réflexions : dans le but de susciter des pratiques nouvelles, cohérentes, convergentes, contre le salariat lui-même et contre son Etat...*

Nous sommes un groupe de femmes et d'hommes vivant des situations différentes. Nous exerçons des professions diverses, ouvriers, employés, techniciens, enseignants, praticiens salariés, étudiants, éducateurs, nous sommes syndiqués ou non (1). Nous avons vécu ou soutenu un certain nombre de luttes. Nous estimons qu'elles sont, par leur vie-même collective et solidaire, porteuses d'un projet radicalement nouveau de société égalitaire, sans classe, sans exploitation, sans oppression, sans Etat, avec pour fondement principal la suppression du travail salarié, l'abolition du salariat.

Nous nous sommes réunis (2) parce que nous pensons que de tels rapports communautaires nés dans la lutte exigent des pratiques nouvelles de façon à prolonger la véritable rupture qu'ils introduisent dans le système.

---

1. CFDT pour la majorité.

2. A la suite du débat public autour du livre : « Marx, l'association, l'anti-Lénine, vers l'abolition du salariat » de Claude Berger, Editions Payot, Petite Bibliothèque, No 238, 294 p., 14,50 F., dont les thèses sont reprises ici.

Pourtant, à aucun moment, autant dans les activités limitées par l'organisation syndicale que dans le militantisme, l'activisme, le rituel, les « programmes » des partis politiques qu'ils soient de gauche ou d'extrême-gauche, nous ne retrouvons rien des pratiques communautaires et émancipatrices, des pratiques de rupture de la lutte, rien du germe et du projet de société nouvelle qui s'y sont développés.

Il y a là, certes, un rapport avec le fait que ces mêmes partis et syndicats sont incapables d'opérer la critique réelle de la société actuelle ; ou avec le fait qu'ambitionnant de supprimer le capitalisme privé, ils entendent conserver et développer l'accumulation d'un capital « public », toujours fondé sur l'exploitation et l'oppression du travail salarié, sans jamais mettre en cause la masse de travaux **socialement inutiles** que celles-ci présupposent.

Si partis de gauche, d'extrême-gauche et syndicats désignent la société actuelle du nom de « société capitaliste » se plaçant ainsi du point de vue de l'exploitation capitaliste du travail — et non de « société salariale », ce n'est donc pas par hasard.

Or la société antique ne fut pas seulement « antique », ce fut celle de l'esclavage. Quant à la société féodale, elle fut celle du servage. La société de classe capitaliste est donc d'abord celle du salariat... Si tant est que c'est le mode d'exploitation, donc d'oppression du travail qui caractérise une société. Par conséquent le socialisme réel ne peut être que celui qui abolit le salariat. Mais syndicats et partis butent sur la définition du salariat.

## I. QU'EST CE QUE LE SALARIAT ?

*Esclavagisme, servage, salariat : où est la différence ?*

*Le salariat, c'est la forme la plus subtile de l'exploitation et de l'oppression.*

*On se croit « libre travailleur » mais on subit l'enfermement au travail tout en n'étant soi-même qu'une marchandise concurrente des autres travailleurs sur le marché du travail. Pour le reste, on est soumis au Pouvoir comme à tous les pouvoirs, au soi-disant savoir, à la consommation marchande, à l'individualisme, à tous les enfermements, à la vie en miettes enfin.*

Le salariat, ce n'est pas seulement le salaire, c'est-à-dire la prétendue rétribution du travail, une fois ôtée la plus-value drainant le sur-travail extorqué au travailleur. Ce n'est pas non plus la simple exploitation d'un travail qui pourrait ne pas être exploité... Non, le salariat désigne un mode particulier — capitaliste —

bourgeois — marchand — d'exploitation du travail au moyen d'une oppression elle-même très particulière du travailleur **dans son travail et hors du travail**. Une **oppression** qui vise précisément à engendrer le travail sous forme de marchandise, à produire et à maintenir les travailleurs par le biais de ce travail et des institutions sous la forme de simples vendeurs — concurrents entre eux, de leur force de travail. Le salariat nécessite donc des lieux de travail bien coercitifs, bien séparés les uns des autres, bien concentrés ou éparpillés selon les circonstances et selon les impératifs qui ne relèvent nullement de la technologie mais de la réalisation du taux de profit ou de la seule tranquillité du capital face à la résistance ouvrière.

Le salariat nécessite tout un ensemble d'institutions destinées à préparer ou à perpétuer l'oppression du travail et la soumission des travailleurs dans l'existence elle-même. Le salariat, c'est donc le mode d'oppression du travail et de l'existence, nécessaire à l'exploitation capitaliste.

Mais cette définition n'est pas une théorie extérieure à nos luttes. Ce sont elles qui sont porteuses de critique révolutionnaire.

**Ce sont elles qui nous montrent que tout pourrait marcher autrement.**

Lorsque nous luttons pour des revendications immédiates — contre l'exploitation — ce qui devient essentiel, ce qui prépare la rupture, c'est que nous osons vivre ensemble, que nous commençons à nous associer en dépit de tous les obstacles et de toutes les hiérarchies.

C'est cela qui nous permet de comprendre pratiquement que **le salariat repose sur notre concurrence mutuelle et notre soumission aux pouvoirs :**

Concurrents à l'intérieur de l'usine, de la « boîte », au moyen de la division du travail, de la parcellisation des tâches, de l'attachement au même poste de travail toute une vie, de la cotation par poste et soumis aux commandements du capital et du savoir qui lui est allié...

Concurrents sur le marché du travail et soumis à l'Etat...

Concurrents sur les bancs de l'école où nous avons été sélectionnés, notés, soumis à l'autorité du maître-agent de l'Etat, il ne nous restera plus que le « petit choix » d'acheter des choses.

Et nous serons alors des « libres » consommateurs de biens périssables, souvent dangereux, renforçant l'isolement des salariés et perpétuant notre soumission à la puissance de la super-marchandise qui réalise enfin la plus-value extorquée sur **notre travail**.

Il nous restera encore l'autre « petit choix », celui de voter : nous serons de « libres » citoyens votant chaque vingt-huit saisons pour renouveler la tête de l'Etat qui nous opprime et maintenir le règne du travail salarié.

Le travail capitaliste — le salariat — c'est donc un processus qui permet d'extorquer de la plus-value mais aussi du pouvoir, du savoir, de la culture, du temps libre, des loisirs pour les concentrer dans des lieux clos et séparés qui, tous, dominent les travailleurs **hors de leur travail** : l'Etat, l'Ecole, l'Armée, l'Université, l'Information, la Culture avec un grand C, la Famille, les Partis, la Classe Bourgeoise et ses Alliés...

Le travail capitaliste — le salariat — engendre, exige **l'atomisation des travailleurs**, leur solitude, la division de leur vie au travail et hors du travail, leur soumis-

sion institutionnelle, la division entre ce qui serait « politique » et non-politique, économique, existentiel ; bref l'oppression du travail salarié engendre, exige la **décomposition de l'existence des travailleurs.**

## LES « FAUX » SALARIÉS

*Le salariat ne comprend pas tous les travailleurs. Ce n'est pas un tout homogène.*

*Les salariés réels subissent exploitation et ( ou ) oppression et les salariés formels ne les subissent pas : ils en sont même les agents malgré tous leurs bons sentiments.*

Mais le camp du salariat n'est pas homogène. Pour exploiter et opprimer le travail face à la résistance ouvrière (ou petite paysanne), le capital doit le réputer sans savoir, sans pouvoir, donc sans « valeur ». ( 1 ) Il tend à concentrer pour lui le travail intellectuel et à l'opposer au travail manuel, au travail productif et opprimé. Il tend à développer un travail indifférencié dont le peu d'intérêt pour les travailleurs ne détenant aucun pouvoir sur leur vie sociale, suscite de multiples manifestations de refus du travail, et par anticipation, de dégoût de l'école, chez ceux qui approchent de la « vie active ».

Pour l'instant, les intellectuels au sein du travail salarié ont pour fonction de concevoir les modes et les rapports de travail, les marchandises, les méthodes de vente, les façons de subir la « culture »... Ils participent donc à l'agencement de l'oppression du travail et de la consommation qui s'exercent sur les travailleurs. Ils sont donc des agents de l'extorsion de la vie sociale des opprimés. Qu'ils le veuillent ou non ils accumulent ainsi du savoir dans le camp du capital ; accumulation qui repose sur l'exclusion des travailleurs, sur un antagonisme avec le savoir collectif que ceux-ci seraient à même de développer au cours d'un processus de lutte générale contre le système actuel de production.

Le salariat ne désigne donc pas l'ensemble des salariés. Les salariés réels qui subissent l'exploitation et ( ou bien ) l'oppression dans le travail, les esclaves modernes du travail indifférencié, perçoivent effectivement, dès qu'ils luttent collectivement, le rôle et les privilèges du travail intellectuel dans la production de leur propre situation. Les conditions d'un ralliement des intellectuels, salariés « formels », ne peuvent passer que par une contestation radicale de leurs fonctions, de leurs privilèges, bref des conséquences de la division du travail et de la production marchande.

---

1. NB : Dans la circulation du capital, le travail intellectuel vit d'une rétrocession de plus-value.

## PRODUIRE, POURQUOI, QUAND, COMMENT, OU ?

*On parle souvent de la logique du « profit » pour critiquer le type ou la qualité des marchandises livrées et consommées dans le système. Mais il est rare qu'on dénonce la « logique » du travail qui en est le fondement. Or pour exploiter un travail, il faut opprimer les travailleurs et de multiples travaux n'ont d'autres raisons d'être que de produire des marchandises socialement inutiles ( du point de vue de travailleurs qui réorganiseraient la société pour eux-mêmes ), d'agencer des consommations nuisibles et plus encore de gérer l'oppression du travail et de l'existence des travailleurs. Si on supprime tous ces travaux socialement inutiles, si on supprime le salariat, si la société entière est aux mains de communautés fédérées de travailleurs associés, trois heures de travail socialement utile, assumées par tous devraient suffire de nos jours.*

*A l'idéologie productiviste, opposons le droit à la paresse ( qui n'est pas le culte individuel de l'oisiveté mais la répartition collective du temps libre et créatif ).*

De même les salariés « réels », dès qu'ils luttent collectivement, découvrent bien vite l'inutilité sociale de multiples travaux qu'exécute la majeure partie d'entre eux, au regard de la vie et de la construction d'une société qui serait la leur :

A quoi pourrait servir la Sécurité Sociale si tous les soins étaient gratuits, si l'institution médicale était radicalement transformée, tout comme la vie elle-même, avec les maladies qu'elle engendre ?

A quoi pourraient servir tous les postes de travail qui ne font que gérer l'exploitation et l'oppression du travail : bureaucratie, contrôles, police, chronométrage, marketing, banques, etc...

A quoi pourrait servir la majeure partie de la fonction publique s'il n'y avait pas nécessité capitaliste et salariale d'un pouvoir extérieur qui soit concentré pour pouvoir être oppressif.

A quoi pourraient servir ces multiples études et travaux destinés à brûler toutes les énergies possibles, à fabriquer des gadgets sophistiqués et inutiles, pour que se maintiennent les taux de profits capitalistes, dans une société non-salariale vivant des rapports réciproques de développement et d'équilibre avec le milieu naturel ?

Quelle utilité ces multiples métiers du commerce qui agencent le marché international des produits ou le « développement des échanges » en raison même de l'extension du marché concurrentiel du travail salarié au monde entier, si précisément, on développait les produits locaux sans souci de l'économie de marché des produits... et des hommes ?

Pourquoi manger des cerises du Cap « les premières sur le marché » quand on arrachera ici tous les cerisiers qui ne produiront pas au « bon moment des cours »... Pourquoi rechercher de l'énergie à tout prix quand les Tours de la Défense sont illuminées pour rien d'autre que signifier la puissance du capital face aux H.L.M. de banlieue ?

Faisons marcher notre imagination critique, démystifions le travail salarié, luttons contre lui ironiquement, collectivement !

**Il n'est pas utopique, et c'est même raisonnable, d'estimer que trois heures de travail socialement utile destiné à produire des biens matériels correspondant à des besoins définis collectivement hors de toute nécessité d'exploitation et d'oppression du travail salarié et répartis égalitairement pour tous, suffiraient amplement de nos jours...**

Il est temps de ridiculiser l'idéologie productiviste qui règne au sein du « mouvement ouvrier » prétendu « organisé ».

« Honte » à ceux qui au nom du « socialisme » veulent garder les mêmes modèles de production, d'échange et de consommation.

« Honte » à ceux qui au nom de la « transition vers le socialisme » entendent promouvoir une augmentation de la productivité, une économie compétitive s'insérant étroitement dans l'économie de marché internationale, c'est à dire dans le processus mondial d'exploitation et d'oppression du travail salarié.

## LES FAUX « SOCIALISMES »

*Le capitalisme « public » qui prétend rayer le capitalisme privé et l'exploitation de classe mais conserve intactes toutes les formes de l'exploitation et de l'oppression du travail salarié : l'usine, la division du travail, la concurrence, le marché du travail et toutes les institutions nécessaires à l'exploitation et à l'oppression du travail salarié au dehors de l'usine, ne mérite pas le nom de « socialisme » : c'est un faux socialisme, c'est un salariat d'Etat.*

La fin de l'exploitation ne peut se borner à supprimer le capital privé et le remplacer par un capital public, en nationalisant par exemple.

Si l'on ne révolutionne pas le travail lui-même et l'existence, si l'on n'oblige pas la production à se soumettre aux nécessités de communautés de base de producteurs associés, si l'on ne détruit pas l'oppression du travail salarié — le salariat dans son ensemble, dans le travail comme hors du travail — on va tout droit vers une société nouvelle de classes, un nouveau salariat d'Etat, des produits aussi marchands, des usines identiques, des instances de pouvoir et de savoir aussi oppressives.

Ce salariat d'Etat profitera alors à tous les privilégiés de la division du travail : c'est bien là le sort des pays dits « socialistes », en premier lieu de l'U.R.S.S... Et comme les travailleurs rechignent dans ce système, la coercition d'Etat dans la production (bureaucratie et technocratie) s'y fait encore plus forte sous l'étiquette de « dictature du prolétariat ».

Voilà pourquoi les travailleurs occidentaux éprouvent plus que des inquiétudes devant à un tel système.

La fin de l'exploitation capitaliste ne peut se borner non plus à l'« autogestion » de la société actuelle en aménageant les aspects les plus voyants de l'oppression du travail ou celle de l'Etat et des institutions, (y compris les syndicats et les partis) comme nous le proposent les patrons, actuellement les Giscardiens éclairés, ou des partis à prétention socialiste.

Au moment où la crise du travail salarié et des institutions nécessaires au salariat (famille, école, armée, prison, Etat) se développe, on voit en effet fleurir des thèmes de cogestion, d'« autogestion », de participation, c'est-à-dire de multiples essais d'intéressement des travailleurs à une exploitation et à une oppression auxquelles ils ne « mordent » plus.

Ceux qui prétendent contrebalancer les effets d'un capitalisme d'Etat par des phénomènes d'« autogestion » à tous les niveaux en libéralisant le « modèle soviétique » et en soutenant ici le Programme Commun de façon « critique » ne rompent donc pas plus avec le salariat.

Pour le rompre, il ne suffit pas de se livrer à une critique vague de la production « pour le profit » en défendant des produits prétendus « sociaux » et « collectifs » mais en fait décidés par l'Etat et sa bureaucratie, quelle qu'elle soit.

C'est le travail, c'est l'usine, c'est le bureau, c'est le mode actuel de production — dont l'usine est le modèle — qui sont en cause.

La critique de l'économie de marché des produits est donc inséparable de la critique de l'économie de marché des hommes, inséparable de la critique de la division forcenée du travail, de la décomposition de l'existence des travailleurs sous le coup des prétendues « nécessités économiques de la production », des institutions et de l'Etat.

Abolir le salariat, c'est révolutionner en même temps le travail, la production, l'existence, le pouvoir et le savoir.

C'est se placer avant tout du point de vue de l'exploitation et de l'oppression du travail salarié.

## II. LA REVOLUTION CONTRE LE SALARIAT

*L'essentiel dans nos luttes, c'est que nous sommes obligés de nous associer tout en arrétant le travail oppressif au cours de nos grèves émancipatrices. On met fin alors, pour un moment, à la concurrence mutuelle, à la soumission aux pouvoirs et aux savoirs, à notre atomisation, à notre vie en miettes.*

*Notre vie collective, ainsi recomposée par la lutte, pour lutter, c'est déjà un embryon de la communauté des producteurs associés, (avec ses nouveaux besoins collectifs)...*

*NB : (c'est là où Lip nous monte aux lèvres).*

Mais comment ? Comment sortir de la critique abstraite, pour transformer pratiquement l'existence ? en analysant la réalité des luttes, la réalité de **nos luttes**. En quoi annoncent-elles un monde nouveau, en quoi permettent-elles d'avancer en pratique vers une telle révolution ?

Plus loin, comment inclure la rupture avec l'économie de marché et le salariat dans nos luttes elles-mêmes et, au-delà, **dans un mouvement permanent** ?

Tout d'abord si la lutte sur le plan du travail et de la production est primor-



diale parce qu'elle met en jeu les producteurs réels les plus exploités et les plus opprimés, parce qu'elle lèse directement le capital, les luttes anti-institutionnelles qui mettent en jeu principalement des couches de la petite bourgeoisie radicalisée ou refusant les rôles d'oppression que le système leur fait assumer, ne sont pas secondaires. Les unes et les autres constituent deux versants de la lutte contre le salariat, conçu en tant que système social d'oppression.

Ensuite, que se passe-t-il généralement au cours du déroulement d'une grève où les travailleurs font preuve d'autonomie vis-à-vis des hiérarchies syndicales ou patronales, décident collectivement la conduite de la lutte en assemblée générale et n'hésitent pas à s'émanciper en occupant les lieux de travail, en séquestrant les adversaires, **en vivant collectivement le moment du conflit ?**

Quelle que soit la façon dont le conflit éclate, les travailleurs formulent toujours des buts revendicatifs qui marquent une volonté de résistance contre l'exploitation capitaliste : que ce soit pour des problèmes d'horaires, de salaires, de rendement, de conditions de travail ou de sécurité, ils luttent pour faire respecter ou valoir plus cher le prix de leur force de travail. C'est une lutte permanente. Cette lutte revendicative contre l'exploitation, c'est la lutte de classe pure et simple. C'est une donnée de la société capitaliste.

Mais cette défense des intérêts immédiats du prolétariat, si elle est nécessaire, est-elle pour autant porteuse de changements profonds et durables ? Non seulement dans l'exploitation du travail mais également dans l'oppression du travail et de l'existence ?

Certes non ! Cette lutte pour les intérêts de classe, inéluctable et nécessaire, cette défense ouvrière du prix et des conditions de vente de la force de travail est en soi un moment de la reproduction capitaliste : plus les travailleurs luttent, plus le capital tend à investir dans des machines pour accroître la productivité, en renforçant la division du travail et son indifférenciation (1) et plus il tend également à exploiter du travail dans d'autres zones, tout en créant de nouveaux besoins et de nouvelles marchandises.

Si la lutte de classe revendicative est un moment de la reproduction du système, si la lutte contre l'exploitation n'est pas forcément la lutte contre l'oppression du travail et de l'existence, **qu'est-ce qui est essentiel ?**

**C'est le fait que pour lutter, les travailleurs sont obligés de s'associer en faisant cesser pour un temps le travail au cours de la grève émancipatrice. Ils mettent fin à leur concurrence mutuelle, à leur soumission aux pouvoirs et aux savoirs, à leur atomisation et à la décomposition de leur existence. Ils sont obligés de vivre collectivement en mettant en commun leurs biens, une volonté commune, une imagination créative. C'est cet embryon de communauté de lutte qui porte en germe un monde nouveau : celui de la communauté des producteurs associés. A l'état de tendance, elle implique la répartition égalitaire du travail, le partage des tâches agréables et désagréables et des travaux réclamant des intensités différentes, la maîtrise**

---

1. La réponse de Lelong, ministre des PTT, au mouvement de lutte des postiers se borne à ceci : développement du tri automatique.

égalitaire de la division du travail, la fin de l'usine et du bureau en tant que lieux clos, en tant que machines essentiellement capitalistes.

A l'état de tendance, elle implique une recomposition collective de l'existence, la définition de besoins collectifs d'une autre nature. Elle est donc antagoniste à l'Etat, à tout Etat. Pratiquement elle fait cesser la division arbitraire, artificielle entre le travail et les institutions, entre l'« économique », le revendicatif, l'existential, le culturel, et le politique.

...Mais au fait, si la grève des travailleurs de chez Lip a suscité tant d'espoir et d'exemples parmi les travailleurs et tant d'interprétations manipulatoires parmi les politiciens et les syndicalistes de la hiérarchie, n'est-ce pas parce que la communauté de lutte affrontait directement, par son existence même, l'Etat et les institutions existantes ?

L'essentiel, c'était que la communauté de lutte faisait remarquer la production pour continuer sa lutte avec les machines soustraites clandestinement et non le fait que les travailleurs produisaient par eux-mêmes : on se doute bien que chacun peut produire sans flic ou technocrate derrière son dos ! Or, aujourd'hui la grande entreprise de récupération du patronat moderniste et de ses technocrates de gauche insistent sur cet aspect de réintégration dans la production marchande et dans le salariat avec un sourire entendu, disant vous voyez : « ils en veulent » ! D'où la démagogie actuelle sur les coopératives ouvrières « autogérées » pour reprendre en main des secteurs que le capital ne juge plus « productifs ». Mais un consensus syndical, patronal et politique — celui du silence — s'établit sur l'essentiel de la lutte, sur le fait que, partant d'une lutte revendicative, les travailleurs ne sont associés et qu'en luttant par l'association, ils étaient à deux doigts de lutter pour l'association : pour des rapports de société sans classes, pour une société abolissant le salariat.

La classe ouvrière n'est donc pas révolutionnaire par miracle, elle ne le devient qu'en luttant par l'association puis en luttant pour l'association (1) pour maintenir les communautés de lutte au-delà du caractère local et momentané des conflits. Non pas pour constituer des coopératives ouvrières, ni des communautés marginales, mais des sociétés de lutte contre le salariat — des associations intégrant des travailleurs d'autres usines, d'autres branches de production, des paysans radicalisés, des intellectuels (individuellement) en rupture, et se coordonnant entre elles, vivant dès aujourd'hui différemment pour imposer demain le règne des communautés fédérées, de producteurs associés, organes de pouvoir, d'existence et de production radicalement antagonistes au salariat et à l'Etat. (2).

---

1. On passe ainsi de la lutte pour des intérêts de classe à la lutte révolutionnaire de classe (pour des rapports de sociétés sans classe).

2. NB : En se basant sur le caractère autogéré de la lutte initiale, réapparu en 1968, certains conçoivent un même processus en lui donnant alors le nom d'autogestion communiste (voir plus loin).

## SYNDICATS ET PARTIS

*Les syndicats défendent le prix de notre travail et les partis qui déclarent nous défendre « politique-ment » veulent nous représenter à la tête de l'Etat qui dirige tout le système d'oppression de notre travail et de notre existence.*

*D'un côté ce qui serait « économique », de l'autre ce qui serait « politique »... là-haut. Partis et syndicats mettent eux aussi notre vie en miettes : ils reproduisent encore le système. Nous pensons que c'est la vie collective recomposée par la lutte et pour lutter qui est porteuse d'une véritable pratique politique populaire antagoniste au travail et à l'Etat comme à tous les « spécialistes » qui s'agitent autour des temples.*

A quoi répond la division entre syndicat et partis ?

Le syndicat s'est institutionnalisé sur la base de la lutte revendicative du prix de la force de travail. Un appareil permanent est en place, une organisation constituée par des liaisons verticales par branches d'industrie défend le statut du travail salarié. A aucun moment, il ne remet en cause pratiquement le salariat et la décomposition de l'existence des travailleurs. Il tend à contrôler toute tendance de ceux-ci à l'autonomie et à imposer sa médiation comme forme de liaison entre eux. Il refoule toute tendance à la communauté de lutte et tout approfondissement de ses pratiques, tout thème de lutte contre le travail. En bornant la lutte à sa finalité immédiate, revendicative, « économique », il appelle donc une autre spécialisation : celle de la politique des partis dits « ouvriers », fondés eux aussi sur la constitution d'un appareil extérieur aux luttes, antagoniste à leur contenu anti-salarial et anti-étatique.

Car ces partis, qu'ils se veuillent légalistes ou à prétention insurrectionnelle « le moment venu », se targuent du fait que le syndicat ne peut lutter que dans le domaine « économique » — revendicatif pour prétendre « traduire » en termes « politiques » la défense des intérêts des travailleurs.

Ils revendiqueront alors de mettre un Etat, la production capitaliste, l'usine, l'école, la famille, l'armée... « au service des travailleurs » sans jamais faire apparaître que ces formes ne pourront jamais être « à leur service ».

Là non plus il n'est pas question, pour les partis, de favoriser l'apparition et

le maintien des communautés de lutte contre le salariat, leur développement en un mouvement permanent, mais, plus grave, il n'est jamais question que la classe ouvrière se transforme en classe révolutionnaire, en classe de l'association niant les rapports de production de la société salariale.

Bref, syndicats et partis s'insèrent étroitement dans les divisions de la société existante, divisions entre ce qui serait « économique », existentiel et « politique ». Ils proposent donc toujours le maintien de la production capitaliste et de la politique en tant que sphères séparées. C'est pourquoi leurs projets sont toujours des projets de conservation du salariat ; ils s'avèrent incapables de concevoir la transition socialiste réelle : la révolution du mode de production et d'échange, de pouvoir et d'existence. S'il ne s'agissait que de leurs projets, ce serait un moindre mal : mais leurs pratiques vont sans cesse dans le sens de l'étouffement des communautés embryonnaires de lutte, dans le sens de la division des instances économiques, politiques et institutionnelles, dans le sens du refus de l'autonomie et des pratiques anti-salariales et anti-étatiques de la classe ouvrière.

Si consciemment, ils militent vers un capitalisme d'Etat, donc vers un salariat d'Etat qui profiterait à tous les permanents et à toutes les hiérarchies du travail, s'ils sont anti-capitalistes s'agissant du capital privé, ils sont en fait pro-capitalistes, s'agissant du capital « public ».

## Association et autogestion communiste

Pour désigner ce même contenu associationniste, communautaire, anti-salarial des luttes, certains lui donnent le nom d'autogestion communiste. Comme le terme autogestion seul, peut avoir des sens différents et équivoques, l'adjectif communiste indique qu'entre ces luttes à tendance autogérée, autonome, et le communisme réel, il y a continuité.

Autrement dit, que l'on désigne un tel processus ininterrompu du nom d'association ou d'autogestion communiste, l'important est d'impliquer la rupture sociale dans l'auto-organisation de la lutte elle-même : la destruction de l'Etat, du salariat, de l'économie de marché, de l'argent. Ces termes ne peuvent donc se satisfaire de pragmatisme, d'opportunisme ou de composition.

La notion d'autogestion communiste ainsi identique à la notion d'association, supposant la même rupture avec les pratiques syndicalistes, partidaires et intellectuelles du système, n'a donc rien à voir avec la notion d'« autogestion » communément répandue par les appareils ou certains idéologues. **Ce n'est pas seulement une bataille de mots. La frontière passe immédiatement dans la pratique.** La notion d'autogestion communiste, la notion d'association, récusent toute attitude qui ne reconnaît pas la nécessité de favoriser le développement d'un mouvement d'associations ouvrières. Elles récusent encore toute idéologie qui vise à faire croire à une « transition » possible vers un prétendu « socialisme » ou à l'octroi progressif, à plus ou moins long terme, par « étapes », par degrés, d'une « autogestion », dont la confusion cache mal ce qu'elle est : une adaptation au salariat en crise et à l'économie de marché, qui tend tout simplement à compenser les défauts les plus visibles du salariat centralisé d'Etat (style U.R.S.S. ou Hongrie), en préservant de façon plus ouverte les jeux du marché et de la compétition.

Enfin le mot « autogestion », employé seul, désigne en Yougoslavie, où il est né bien avant mai 68, un système original et complexe. Cependant l'encouragement à l'économie de marché, fondamentalement aliénatrice, en fait une réalité sans rapport avec l'autogestion communiste qui ne peut être qu'une **conquête de l'activité autonome des travailleurs** et non le résultat d'une décision d'un appareil d'Etat ou de parti, même animé des meilleurs sentiments anti-bureaucratiques. La pratique des dirigeants yougoslaves, leurs louvoiements, sont antagonistes avec l'auto-émancipation du prolétariat.

Pour conclure, aucune des théories ou des pratiques en cours de l'« autogestion » ne sauraient dispenser d'ajouter à ce mot l'adjectif **communiste** si l'on veut lui faire désigner le contenu émancipateur des luttes— dont celles de 1968 — et le mouvement d'émancipation anti-salarial, hors des discours récupérateurs de toutes sorte. C'est en ce sens qu'« autogestion communiste » et « association » sont synonymes.

## STRATÉGIE

*Au nom de l'autonomie du prolétariat, quelques groupes se livrent à la critique des « partis de la classe ouvrière » et créent un parti qu'il prétendent à leur tour « révolutionnaire ». Souvent, le plus souvent, de telles sectes, concurrentes, directionnelles, oublient que l'auto-émancipation des travailleurs, pour être réelle, doit avoir un contenu anti-salarial, anti-étatique et comporte des exigences de coordination autonomes qui ne peuvent s'accommoder de pratiques partidaires ou de projets proches d'un capitalisme d'Etat même à titre transitoire.*

De nombreux stratèges d'extrême-gauche applaudissent à chaque nouvelle manifestation d'autonomie ouvrière ou petite paysanne. Mais ils ne conçoivent pas pour autant les perspectives, le contenu et les exigences d'un tel mouvement.

Le plus souvent, ils restreignent le sens du mot « révolution » à celui de prise du pouvoir d'Etat. Prise, au lieu de destruction, car ils ne mettent pas en rapport le rôle conjoint de l'Etat et du travail salarial. Pour eux, le réformisme n'a pas le sens de conservation du salariat, mais uniquement celui de l'abandon de la défense dure ou violente, autonome, des « intérêts » de la classe ouvrière.

Ils ne s'attachent alors au mot « autonomie » des luttes ouvrières que par rapport aux organisations social-démocrates du PS ou du PC et ils évitent de considérer le contenu anti-salarial des embryons de communautés de lutte. Au lieu

de travailler à l'apparition d'une nouvelle forme de liaison et d'organisation (ni syndicat, ni parti) sur la base de communautés de lutte contre le salariat, que développeraient les travailleurs eux-mêmes, ils prétendent toujours constituer « le parti de la classe ouvrière ». Au lieu d'appuyer la classe ouvrière à se constituer en son propre parti : celui des pratiques antagonistes à toutes les formes de l'existence salariale, celui qui abolit tout parti et toute politique, ils ne peuvent envisager qu'un travail à court terme, sans originalité réelle, visant à « déborder » l'union populaire, c'est-à-dire en fait l'union des appareils de gauche : les appareils gauchistes ne se déterminent alors que par rapport à une théorie et une interprétation de l'histoire des PC et de la social-démocratie et jamais par rapport au mouvement réel de l'autonomie prolétarienne. Aussi ne vont-ils engendrer que des sectes refaisant toujours l'histoire en idées depuis la « genèse » en 1917 du mouvement des partis dits « communistes ». De là un nombre de sectes à la mesure des trois ou quatre figures de Trotsky, des deux ou trois de Mao, des une ou deux de Staline et toujours fidèles au père putatif de la lignée, Mr Lénine.

Mais on ne peut ni refaire l'histoire, ni déborder un « mouvement » orchestré par des appareils et destiné à faire stagner la classe ouvrière dans le domaine du revendicatif et des « intérêts immédiats de classe », en l'invitant à réclamer un Etat « au service des travailleurs ».

Par contre, il est possible à **long terme** de favoriser un mouvement permanent d'émancipation du prolétariat, d'associations ouvrières faites de pratiques et non d'idéologies, un mouvement défendant son autonomie et son contenu anti-salarial et échappant à la logique de la division opérée par les partis et les syndicats, qu'ils fussent de gauche ou gauchistes.

## LA CRISE DU SALARIAT

*Un mouvement anti-étatique, anti-salarial est-il possible aujourd'hui ? Oui, si l'on a bien dans la tête que toute la littérature sur la crise « économique » veut nous faire prendre notre mal en patience. La crise réelle est une crise du système salarial provoquée par nos luttes contre l'exploitation et par nos luttes contre l'oppression du travail : refus du travail, absentéisme, grèves dures et émancipatrices, crise des institutions, expriment autre chose que la simple revendication.*

Existe-t-il une base objective pour le développement d'un mouvement anti-étatique et anti-salarial ?

A notre sens, oui. Non pas du fait que le capitalisme est « en crise ». Le capitalisme vit toujours un certain nombre de contradictions et la crise est son état naturel de prolifération. La lutte des classes revendicative est son moteur et il doit toujours veiller à trouver un marché pour ses produits en même temps qu'un marché avantageux du travail : **sa seule, sa vraie matière première**. Mais comme les possibilités de consommation des travailleurs sont toujours trop limitées au regard de la capacité productive du capital, ou soit que le capital rencontre quelque difficulté en raison de la tendance des travailleurs à faire valoir plus cher le prix de la force de travail, il s'ensuit périodiquement des goulets d'étranglement : surproduction momentanée de produits et là, le capital se met à les détruire ; ou suraccumulation du capital en attente de taux de profit meilleurs, et là le capital détruit des forces productives et restructure ses marchés.

La « crise » actuelle est due à une suraccumulation de capital qui ne trouve pas de zones de travail rentable où s'investir du fait du cycle trop rapide des luttes revendicatives en Europe, cycle qui a des effets en retour sur le capitalisme américain, lui-même déjà en mal de suraccumulation.

Mais cet obstacle **surmontable** que trouve le capital sur son chemin laisse paraître que la « crise » actuelle n'est pas — moins que jamais — seulement économique (1) : c'est celle de l'oppression du travail salarié lui-même. Nombreux sont les salariés exploités et opprimés qui ne voient plus l'intérêt de sacrifier leur vie sur l'autel de la religion productiviste du capital et cette crise de rentabilité capitaliste du travail affecte autant les capitalismes d'Etat que les capitalismes privés.

**Refus du travail, absentéisme, grèves dures et émancipatrices, crise des institutions expriment autre chose que la simple revendication et posent problème au développement du capital, qui doit y réfléchir à deux fois avant de se « placer » dans un lieu géographique ou dans un secteur de production.**

En dépit de ce que pourraient faire croire bon nombre d'échecs enregistrés par les luttes ouvrières, la combativité est grande. Ces échecs sont d'ailleurs souvent à imputer à l'inadéquation des stratégies syndicales dans la conjoncture nouvelle de la crise, face à son caractère économique aussi bien que face à son caractère profond, de **crise du système salarial**.

Finalement, la défense exclusive du prix de la force de travail et de l'emploi par syndicats sans pratiques révolutionnaires de rupture ne peut qu'aiguïser la crise sans en donner les seules solutions possibles pour les travailleurs : **inclure l'abolition du salariat dans le processus de lutte lui-même**.

Baisse des taux de profits, crise de la formation de la « valeur » dans le travail et par là crise du salariat : les syndicats sont en fait désarmés, sur la défensive. Leur coordination verticale et leur conception étroitement revendicative (en dépit des articulations qu'elles envisagent avec la politique) retentissent sur les axes re-

1. Il est assez risible d'assister au « devoir » que le capital tend aux « économistes » des partis de gauche : trouver des « solutions » à la crise économique. Et ceux-ci d'imaginer de nouveaux marchés, de nouveaux produits... !

Style PS : « ... faisons des multinationales nationales pour être compétitif ! »

Style PC : « ... relançons la consommation « nationale » ! ... donc tentons de relancer la productivité du capital ! »

vendicatifs eux-mêmes. Inversement, si un mouvement anti-salarial conséquent existait, les thèmes revendicatifs pourraient amorcer la rupture anti-salariale. Au lieu de lutter « pour l'emploi » quitte à défendre des productions sans faire la critique du produit, au lieu de s'opposer à la « restructuration capitaliste » du moment, sans lutter contre la structuration capitaliste de la production dans son ensemble, des revendications de rupture, telles que celles défendues par les comités italiens pourraient être défendues : rémunération détachée de la production et garantie égale pour tous, détaxation immédiate des logements et des services liée à la rémunération.

De plus, dans l'état actuel des choses, les luttes anti-institutionnelles restent prisonnières de leurs couches spécialisées, de même que les luttes ouvrières restent prisonnières de leurs usines.

Les conditions objectives pour qu'apparaisse et se développe un mouvement « anti-salarial » généralisé sont pourtant réunies. En témoignent les multiples tendances à la recomposition collective de l'existence qui se manifestent au cours des luttes. L'idée elle-même commence à être répandue. Enfin des groupes issus du gauchisme en viennent à faire la critique de leurs propres pratiques groupusculaires (après celle du réformisme) par rapport au mouvement réel et à ses exigences. **Enfin et surtout de nombreux travailleurs s'interrogent sur la base de leurs propres luttes, sur celles des travailleurs de LIP, de Pologne, du Chili, du Portugal...**



# III. LE MOUVEMENT D'EMANCIPATION DU SALARIAT

(... Ou émancipez-vous les uns, les autres...)

*Aidez à constituer une communauté de lutte face aux pratiques partidaires, répandre les rêves collectifs, développer l'auto-analyse collective de la lutte...*

*C'est le regroupement de plusieurs communautés de lutte maintenues au-delà des conflits, dans des lieux différents (entreprises, quartiers, campagnes) qui constituera l'association.*

*Il y a de nombreux obstacles, car les couches sociales et les catégories socio-professionnelles, du fait de leurs places et de leurs fonctions différentes dans le salariat ont le plus souvent des contradictions entre elles.*

Pour envisager un tel mouvement, il faut partir de la réalité communautaire des luttes. Celle qui brise un temps l'oppression du travail et les divisions suscitées par le salariat au sein des travailleurs. ... Sans se laisser impressionner par le poids actuel des appareils syndicaux et politiques.

Ces communautés de lutte naissent également hors du travail, dans les luttes de quartier contre les expulsions ou contre les effets d'un urbanisme qui inscrit dans les faits la décomposition de l'existence des travailleurs voués au « logement social », aux quartiers de déportation, aux transports, aux loisirs marchands, à l'isolement, à la domination par la route, la concentration automobile, l'architecture massive, symbole de la puissance de l'Etat et du « monde des affaires ».

Quel que soit le type de lutte, la tâche essentielle est d'aider à constituer une communauté de lutte face aux pratiques partidaires, et de faire en sorte que le rêve collectif des luttes, leur véritable inconscient débouche sur une auto-analyse collective. Ainsi la communauté née de la lutte aura quelque chance de se maintenir au-delà du conflit tout en découvrant son véritable contenu anti-salarial et anti-étatique.

Sans jamais quitter la bataille pour les intérêts immédiats, elle pourra mener de front la critique concrète des divisions du travail salarié et de l'échange marchand. En définissant des besoins collectifs nouveaux — alimentaires, vestimentaires, culturels, architecturaux, éducatifs — elle pourra développer parallèlement des réseaux d'échange non marchand de produits, de mise en commun d'instruments, d'expériences sur la base d'un contrôle par tous de la division du travail.

La communauté de lutte suppose donc des liaisons étroites avec d'autres producteurs en lutte. Elle ne pourra pas se considérer comme une forme achevée ni se limiter à son lieu d'origine. Sinon elle serait toujours déterminée par la division capitaliste du travail, par la soumission au pouvoir. Elle devra donc se lier à d'autres communautés de lutte dans d'autres branches ou secteurs, de façon à susciter des formes d'association capables de dépasser la retombée toujours possible dans le corporatisme, le sectorialisme.

Autrement dit, c'est le regroupement de plusieurs communautés de lutte maintenues au-delà des conflits, dans des lieux différents (entreprises, quartiers, campagnes...) qui constituera l'ASSOCIATION : un embryon de la future communauté des producteurs associés.

Les associations ainsi constituées coordonneront leurs échanges, leurs expériences, leurs luttes. Elles pourraient trouver autonomie et interdépendance sur une base de fédération. C'est à partir des mêmes principes que l'on envisagera des pratiques internationalistes.

## *Les obstacles*

Ils sont nombreux et de taille

Il y a d'abord les divisions spontanées du système entre l'économique, le politique, l'existential, et les soumissions qu'elles entraînent à l'ordre bourgeois du travail et de l'existence. Or, dès qu'une lutte est terminée, cet ordre reprend le dessus et avec lui les pratiques syndicalistes et partidaires qui ne font que l'entériner.

Après la lutte, et comme à l'entr'acte, se revendent les programmes du salariat « ouvrier ». Des programmes qui conservent tous l'économie de marché, les entreprises et « n'imaginent » si l'on peut dire que l'« autogestion » ou le « contrôle ouvrier » sur des unités de production déjà déterminées par la logique du salariat et du capital.

Ensuite le regroupement associatif qui suppose une critique collective du travail salarié, et ses divisions, de l'opposition entre travail intellectuel et manuel, entre ville et campagne, implique une confrontation intercatégorielle (travailleurs indifférenciés, ouvriers professionnels, employés, petits paysans, intellectuels désireux de rompre avec le système). Confrontation qui ne saurait escamoter les différences, voire les contradictions, entre les couches sociales considérées.

Dans quelles conditions le regroupement associatif fonctionnera-t-il effectivement comme un instrument d'émancipation des salariés réels les plus exploités et les plus opprimés ? Pour y répondre, il faut étudier le rapport entre leurs luttes

et celles que peuvent mener d'autres couches sociales sur des fronts a priori séparés.

Enfin, troisième obstacle qu'il faut aussi analyser, c'est celui de la division qui semble à son tour « naturelle » entre les luttes sur le « front » du travail et celles sur le « front » des institutions.

### *Sortir de l'usine, sortir de l'institution*

L'esquisse d'association née dans la lutte porte en elle la négation du travail socialement inutile. Mais sa tendance à la recomposition collective de l'existence porte en elle la négation des institutions (Etat, famille, école, etc.). **Les luttes anti-institutionnelles apparaissent bien alors non pas comme des « fronts secondaires » mais comme des points nodaux de la crise de la société salariale et de ses machines à opprimer** : même si elles restent étroitement dépendantes des couches sociales — souvent petites bourgeoises — qui les animent. Mais du même coup, tant que de telles luttes ne trouvent pas les formes d'un ralliement concret aux luttes révolutionnaires de classe et aux travailleurs qui les mènent, elles offrent un terrain d'adaptation pour la bourgeoisie qui a intérêt à opposer les unes aux autres. Et en effet, faute d'une liaison concrète avec les luttes sur le plan économique, les initiatives anti-institutionnelles sont souvent ressenties au sein de la classe ouvrière et de la petite paysannerie comme des révoltes de privilégiés, même quand celles-ci remettent en question certains privilèges.

Tout comme les luttes émancipatrices ont à répondre à ceci : comment se maintenir après la lutte, comment sortir de l'usine, les luttes anti-institutionnelles ont à répondre à cela : comment sortir de l'institution, comment sortir des préoccupations de la petite bourgeoisie, même radicalisée.

La lutte des femmes a pu faire dans une certaine mesure exception, mais les autres luttes sont restées généralement sectorialisées. Le Lycée, l'Université, étouffent en eux-mêmes ; la lutte au sein de l'armée débouche sur la syndicalisation ; la lutte du MLAC butte sur le problème de la médicalisation, donc sur celui d'une contestation globale des conditions d'apparition des maladies, de la distribution des soins, et du rôle du système de santé.

**Les conditions du déblocage de ces luttes, seront réalisées lorsqu'existeront des associations ouvrières et paysannes ayant pour axe la recomposition collective de l'existence des salariés réels.**

C'est même dans un tel creuset que l'on pourra résoudre correctement la question de la petite et moyenne bourgeoisie intellectuelle. On a défini ici sa fonction.

Les salariés formels conçoivent les produits, les procès de travail et de vente, donc agencent l'oppression du travail et de l'existence pour les salariés réels. Qu'ils soient dans la production ou dans l'administration, ils participent objectivement à l'extorsion de pouvoir, de savoir, de temps libre, de privilèges sur les salariés réels.

Une partie de cette petite et moyenne bourgeoisie intellectuelle sans capital, placée en spectatrice de la lutte des salariés réels contre les exploités en titre, a

tendance à prendre fait et cause pour la lutte des premiers. Elle trouve là des raisons de vivre que ne lui donne pas le système, tout en projetant une image de la révolution propre à remplacer les religions perdues. **Cette image masque sa fonction dans le système d'oppression.**

Parmi elle, certains investissent leur énergie dans la constitution d'appareils s'auto-proclamant révolutionnaires, où, comme par hasard, figurent peu de travailleurs, mais bien peu se livrent à des pratiques de rupture réelles, à des contestations en actes de la division du travail, de la fonction d'oppression propre au « savoir » qu'ils détiennent. Bien peu ont en fait noué des relations avec des milieux sociaux différents. Les plus mal-à-l'aise dans les rôles d'oppression, conscients que le gauchisme groupusculaire fonctionne comme une institution, ont, dans ces conditions, tendance à se marginaliser en recréant un milieu fermé sur lui-même.

Si des associations ouvrières et paysannes se développaient, le fait que des intellectuels mettent leur savoir « à leur service » ne pourrait suffire s'il n'y avait pas aussi permutation des tâches et élaboration collective de nouveaux savoirs culturels et technologiques. Un savoir ne portant pas l'exclusion des autres en lui-même. Une culture faite par tous et pour tous.

**L'association ouvrière et paysanne intégrera les salariés formels intellectuels à titre individuel dans la mesure où leur pratique ne remettra pas en cause la prédominance des salariés réels.**

## ALLIANCE OU DISPARITION DES CLASSES ?

*C'est la constitution d'une association ouvrière, paysanne et anti-institutionnelle qui est la condition de la disparition des classes et de l'abolition du salariat. Disparition et non alliance des classes. La théorie des alliances de classes nécessaires au prolétariat pour la transition au socialisme, selon la chanson connue, cache la fable suivante : quand un mangeur et un mangé s'allient pour aller au « socialisme », ce « socialisme » c'est le salariat d'Etat et les mangés ce sont les travailleurs. Quant aux mangeurs, quelques capitalistes privés en moins, ce sont les technocrates, les bureaucrates, les savants, bref tous les bourgeois du travail, qui tiennent les postes dominants de la division du travail aujourd'hui.*

Qui dit « alliance de classes » dit respect des situations de classes et donc — toujours — domination d'une classe sur une autre. Qui dit « alliance de classes » refait le coup du mangeur et du mangé. Et l'histoire montre cruellement que les mangés — jusqu'ici — ont été les travailleurs !

La « tradition » — bien mauvaise — qui au nom d'une « théorie des alliances de classes nécessaires pour la transition au socialisme » prétend réunir pour les faire converger plusieurs intérêts de classes différents en proclamant « le parti » comme conscience « supérieure », « politique », de l'intérêt « commun » anti-capitaliste cache mal son propos : elle respecte la division capitaliste du travail et les couches privilégiées que celle-ci engendre. L'alliance « anti-monopoliste », l'unité « populaire », le ralliement de la petite et moyenne bourgeoisie aux « intérêts de classe » du prolétariat ne sont que l'alibi de la collusion de ces couches petites et moyennes bourgeoises avec la bureaucratie du mouvement ouvrier, pour l'instauration d'un salariat d'Etat.

D'ailleurs dans les luttes, sauf à de rares moments, l'intérêt « anti-capitaliste » global n'a rien d'évident dans les situations concrètes. Pas plus entre OS et OP, lorsqu'il s'agit de lutter pour des avantages catégoriels, qu'entre paysans et ouvriers, qu'entre ceux-ci et les intellectuels. Entre ces couches et classes, il existe des contradictions d'intérêts catégoriels, qui ne peuvent s'effacer par l'opération du Saint-esprit.

On l'a vu, les travailleurs — salariés réels — ne deviennent révolutionnaires qu'en constituant — au cours de leurs luttes pour des intérêts immédiats — des associations permanentes. **C'est en se ralliant à ces associations, conditions mêmes d'une émancipation collective de la division du travail et de la disparition des classes, que les petites et moyennes bourgeoisies perdront leur caractère de classe ainsi que le prolétariat d'ailleurs, mais sans risque ici pour lui d'être subordonné au cours du processus.**

## *La question paysanne*

La paysannerie n'est pas un tout homogène, loin de là. D'un côté, les ouvriers agricoles soumis à un capitalisme agraire direct. D'un autre, des paysans pauvres refusant l'endettement, et travaillant à bas prix, pour ne pas quitter la terre, puis des paysans modernisés, endettés et exploités pour une partie ou pour le tout de leurs productions par les industries agro-alimentaires (voire coopératives) et enfin des paysans petits patrons et des grands exploitants capitalistes. Quoi qu'il en soit, la couche de paysans modernisés n'employant pas de travailleurs salariés, et celle des paysans pauvres ne sont pas opprimées de la même façon que les prolétaires « démunis de tout ». Ce sont encore des producteurs directs pour une partie de leurs produits, propriétaires et responsables de leurs moyens de production. Même s'ils se rapprochent des prolétaires parce qu'exploités, ils sont liés aux caractères formels de l'entreprise capitaliste. De plus, et cela les distingue encore des prolétaires, ils sont disséminés et peuvent difficilement avancer ou maintenir dans leurs luttes des rapports d'association communiste, susceptibles d'intégrer les autres couches.

Le capital comprend fort bien son intérêt à entretenir les contradictions et la diversité de la condition paysanne. Tirant parti du fait qu'il se heurte à l'obstacle de ne pouvoir pour l'instant indifférencier totalement le travail agricole, il joue sur plusieurs tableaux : en entretenant l'illusion d'une promotion patronale des paysans

modernisés ; en faisant des efforts pour maintenir les populations restantes disséminées, afin de leur faire remplir des activités qui lui sont nécessaires (la réoxygénation et la recomposition de la force de travail des citoyens, la mise en place de réseaux de nourriture naturelle, de « luxe », pour les privilégiés, le maintien d'un minimum d'équilibre du milieu naturel). Ces efforts visent à limiter l'exode rural. Ils visent aussi à industrialiser les campagnes.

**Dans ces conditions, la lutte revendicative du prix de la force de travail des paysans pauvres ou modernisés au moyen de syndicats durs se différenciant des syndicats du néo-capitalisme paysan, ne peut suffire à dresser des perspectives révolutionnaires. Pas plus qu'un syndicalisme « dur » qui, en milieu ouvrier, voudrait prétendre opposer une alternative au réformisme.**

**Ici encore, c'est la liaison de noyaux de lutte paysans avec des associations ouvrières qui peut résoudre les contradictions de la paysannerie.**

C'est ensuite la constitution d'associations ouvrières et paysannes permanentes intégrant d'autres noyaux de lutte urbains, anti-institutionnels intellectuels qui permettra de vivre autrement et, parallèlement, (sans jamais quitter le terrain de la lutte contre l'exploitation), de susciter des luttes de type nouveau contre le salariat, tel que le refus collectif du travail capitaliste ou la répartition communiste du travail.

Aujourd'hui, il ne s'agit pas de constituer un syndicat ou « un parti de la classe ouvrière » mais plutôt de **favoriser l'auto-émancipation et l'auto-organisation réelles des travailleurs pour ABOLIR LE SALARIAT. Il s'agit d'inclure l'abolition du salariat et la fin de l'économie de marché et de l'Etat, donc du pouvoir au-dessus des travailleurs, dans la lutte elle-même** : pour faire en sorte que la prochaine crise révolutionnaire soit la bonne et instaure le pouvoir social et communautaire des producteurs associés.

Faute d'une préparation anti-salariale, anti-étatique, anti-marchande, aux affrontements qui surviennent **périodiquement**, l'histoire montre que les travailleurs sont toujours défaits. Soit par la bourgeoisie, soit par les appareils du mouvement ouvrier « organisé », qui font entrave à toute possibilité d'auto-défense et les laissent disponibles à l'**écrasement** au nom du capitalisme d'Etat — du salariat d'Etat — qu'ils veulent instaurer.

**Ni volontaristes, ni utopistes, nous défendons donc le simple réalisme.**

## DANS L'IMMÉDIAT

*Pour aller dans le sens de l'abolition du salariat dès aujourd'hui, sans aller de révolutions déçues en révolutions manquées, il y a des choses à faire : sans dissocier la lutte pour l'avenir du présent immédiat, sans couper notre vie en miettes : en vivant collectivement*

*de façon nouvelle par la lutte, pour la lutte, en développant des réseaux d'entraide et d'échange, des lieux nouveaux de confrontation pour des pratiques nouvelles ayant bien en tête l'objectif : l'abolition du salariat. C'est pour y réfléchir ensemble que nous vous convions à un débat.*

Il ne peut être question de regrouper des militants dans le but de former un rassemblement sur la base d'un consensus idéologique au niveau du discours « anti-salarial ». On ne ferait que répéter tous les défauts habituels des groupuscules et des sectes : presse auto-valorisante, et sélective, activisme à vide, religiosité, bureaucratique, propagande.

Le problème est de susciter un mouvement inaugurant des pratiques nouvelles, des confrontations entre classes ou couches engagées dans les luttes à tendance autonome, des réseaux d'entraide, des noyaux de communauté de lutte.

Comment ?

On peut déjà contacter tous ceux qui au cours des dernières années ont participé à de telles luttes en restant sur leur faim. Tous ceux qui insatisfaits des programmes et des pratiques traditionnelles restent dans l'attente et sont prêts au débat.

On peut ensuite intervenir dans tous les lieux (presse, revues, journaux, tribunes) où les stentors des appareils « prennent » la parole.

On peut encore, impliqué dans une lutte à tendance autonome, la faire évoluer dans le sens du maintien d'une communauté de lutte anti-salariale.

Enfin, sans attendre que de telles communautés se développent, on peut déjà dans chaque localité constituer un lieu de rencontres et d'animation, un lieu où interfèrent les luttes anti-salariales et anti-institutionnelles, les pratiques de rupture. Un creuset où pourraient se confronter des luttes menées par les travailleurs (métropolitains, immigrés, paysans... femmes, lycéens et enseignants, travailleurs de la santé, soldats du contingent...) sur la base d'une reconnaissance des classes engagées, de leurs différences (voire des contradictions) de situations, d'intérêts, d'aspirations **au moyen d'une critique de la société salariale.**

On peut faire en sorte qu'un tel creuset soit aussi un début de réseau d'entraide, d'échanges directs, de permutations dans le travail. Un tel lieu pourrait attirer de nombreux militants « apartidaires », syndiqués et non-syndiqués, insatisfaits dans leur isolement. Tout en œuvrant pour une recomposition collective de l'existence, une coordination souple et ouverte, il permettrait l'élargissement du débat.

Ce n'est que par la suite, que l'on pourra envisager de constituer réellement des embryons d'associations regroupant effectivement un ensemble de travailleurs (ouvriers, paysans, employés...) et de salariés intellectuels admettant la mise en question de leurs fonctions et de leurs privilèges.

S'atteler à ces tâches pour ceux qui, sans être activistes, refusent le passéisme, suppose certes un minimum de consensus théorique en matière d'analyse, de projet à long terme, de processus. Mais plus que tout cela, c'est la mise en œuvre de pratiques communes allant dans le sens de **l'union révolutionnaire par l'association** qui doit primer. Seules de telles pratiques de rupture anti-salariales, anti-étatiques, anti-marchandes, peuvent en finir avec le rapport d'extériorité qui caractérise tous les groupes politiques par rapport au mouvement des salariés réels.

### *Où est la cohérence d'un tel projet ?*

Si nous concluons que loin de favoriser l'autonomie anti-salariale et de mûrir à terme une révolution authentique, les syndicats, après les partis, n'ont fait que les inhiber, nous n'entendons pas pour autant délaissier d'emblée, ou affronter, le syndicat qui, pour l'instant est un **lien contestable mais réel**, que les travailleurs ont pour se défendre et disputer le prix de leur force de travail. Tout au moins tant que nos luttes, n'engendreront pas des formes autonomes d'organisation et d'existence dont les aspects communautaires s'affronteront non seulement à l'exploitation mais aussi à l'oppression du travail salarié, c'est-à-dire aux formes de production et d'existence qu'il suppose.

Nous nous considérons comme un élément de ce mouvement social d'émancipation. Aussi pensons-nous qu'il est utile de nous retrouver aujourd'hui avec tous ceux qui ont vécu des expériences similaires et qui partagent des conclusions voisines, pour affirmer la cohérence d'une démarche qui tend à inclure l'abolition du salariat dans la lutte ; et cela sans prétendre instaurer un nouveau syndicat, un parti ou un mouvement politique de plus, pas plus qu'une quelconque société marginale.

Nombreux sont ceux en effet qui aujourd'hui, comme nous, éprouvent le divorce flagrant entre le militantisme traditionnel, destiné pour l'essentiel à prouver l'existence de l'organisation, et à tenir les adhérents, comme dans les « ordres », en religion, et leur volonté d'effectuer des changements pratiques, des ruptures réelles. Pour creuser un peu plus les contradictions du système, avec des participants de plus en plus nombreux, tout en s'inscrivant dans un projet révolutionnaire réel à long terme.

Nombreux sont ceux qui, comme nous, ressentent l'insatisfaction de lutter essentiellement sur les lieux de production « pour l'emploi et les salaires » sans remettre en cause le travail lui-même et la production marchande.

Nombreux sont ceux qui ne se satisfont plus du couple « articulé » formé par les syndicats et les partis, pas plus que de la coupure entre les luttes à réputation « économique » et les luttes à réputation « politique ».

Il est temps de coordonner nos efforts dans la voie de notre auto-émancipation.

Il est temps d'affirmer où est la cohérence !

Juillet 1975



## SALUT !...

J'ai mis en page ce dossier, c'est la lutte et la réflexion de beaucoup de camarades. C'est une pierre de plus à la construction joyeuse d'une nouvelle vie, dans une lutte de rupture radicale avec la société actuelle.

Il y a 20 ans que je suis ouvrier de fabrication, posté en 4/8 à Rhône-Poulenc. Ce qui m'a le plus frappé et poussé à la lutte c'est de voir, de vivre avec beaucoup de mes camarades qui sont devenus usés, cassés, vidés, subissant, mais en même temps porteurs, propagateurs (inconscients) de l'idéologie bourgeoise qui sert à les exploiter, à les opprimer. Goût du profit, donc concurrence entre travailleurs, pour une classe ou pour devenir chef. Racisme, nationalisme exacerbé selon la nécessité de l'actualité, manipulé par le pouvoir, goût de l'apparat, de la richesse, du vedettariat, on a envie de vivre comme le cadre ou la vedette, de l'obéissance hiérarchisée (mis dans la tête depuis la naissance).

La plupart de mes camarades sont pour l'ordre, le travail, la famille et la patrie, tout cela non pas à partir de leur réflexion, puisque c'est contre leur intérêt, mais de leur éducation familiale, religieuse, de l'école, de l'armée, de la télé, de la radio, des journaux à grande diffusion, des films et des livres.

J'essaye de comprendre ce que la société, un peu chaque jour, a assassiné dans chacun de mes camarades, fatigués, crispés au travail, trainant des tas de problèmes sexuels. Ils auraient tous pu être des hommes extraordinaires, inventifs, poètes, musiciens, chercheurs que sais-je encore.

Ce qui m'a le plus frappé c'est que la société est organisée de telle façon que tout le monde est concurrent, donc agressif vis-à-vis des autres. C'est les seuls rapports possibles entre producteurs et consommateurs privés ; et plus on possède de biens ou de pouvoir, même inutiles, plus on est considéré et plus on en désire.

Un jour j'ai eu la possibilité de devenir chef, cadre, c'était une façon de récupérer celui qui commence à réfléchir, à penser, car ça peut être contagieux. C'était le piège à éviter, je me suis vu devenir celui qui au nom du patron oppresse ses anciens camarades de travail. Pouah ! quelle horreur, car lorsqu'un camarade devient chef ou le désire, il n'est plus le même, il est passé activement du côté des exploités, il n'y a plus que la production et la promotion qui compte, il n'y a plus de camarades.

A partir de mes luttes, de rencontres, de lecture (entre autre Marx, Reich, Fourier, etc.) j'ai eu la chance d'avoir pu développer mes moyens intellectuels de penser, comment on nous exploitait, on nous opprimait, on nous faisait concu-

rents les uns entre les autres. J'ai pu théoriser ma révolte, c'est-à-dire dépasser un instant de colère, pour mener une lutte de tous les jours contre le système présent jusque dans ma tête.

Cela ne m'a pas empêché d'avoir mal, de douter, mais des camarades m'ont permis de survivre, de penser, d'être autonome et solidaire. C'est-à-dire tout en étant dans le tunnel, de voir le bout de ce tunnel. Si l'on ne veut pas être un mort vivant, il faut penser pour vivre. Alors pour moi la révolution, c'est tout les jours, c'est déjà une sacré révolution de se débloquer sa propre tête, la révolution c'est la fête, c'est lier sexualité et politique, c'est le refus de la concurrence, des spécialistes, de la hiérarchie. C'est le refus de déléguer son pouvoir ou de prendre celui des autres. Il n'y a pas d'échappatoire, il faut se libérer soi-même dans tous les domaines pour la libération des autres, mais il est certain que personne ne se libère seul ni ne libère quelqu'un, mais qu'on se libère TOUS ENSEMBLE.

Claudy

## FEMME, J'AI ETE DRESSEE ...

Femme, j'ai été dressée à utiliser les gadgets des arts ménagers pour régler les petits problèmes quotidiens des hommes et des enfants.

J'ai grandi avec l'ambition de créer une famille conforme aux modèles publicitaires. Soumise aux exigences de la mode, je serai comme ma mère, à l'ombre d'un chef de famille protecteur, une bonne reproductrice de petits français photogéniques, capables de consommer, puis de produire à leur tour.

Pour exécuter ce programme, l'école m'a appris à lire, à écouter en silence, à reproduire les idées toutes faites et les modes d'emploi qui évitent de penser par soi-même.

Me taire : la parole est réservée à ceux qui sont jugés aptes à la prendre, pour donner des ordres aux travailleurs, ou pour leur imposer le discours idéologique.

Croiser les bras : les mains ne sont pas faites pour le plaisir, mais pour le travail. Baisser les yeux : il est dangereux de se pencher à l'extérieur de la prison pour communiquer entre nous ; inutile de regarder les arbres ou les rivières, marchandises subordonnées à l'économie. Pour le décor, il y a les spécialistes du Beau.

Camoufler les odeurs corporelles. N'aimer que celles des déodorants, détergents et autres parfums commerciaux. M'adapter aux gaz d'échappement.

Rechercher les bonbons, le pain blanc, les potages en sachets, sans m'interroger sur la façon dont ils sont produits, ni sur leur influence sur mon équilibre vital. Mon palais s'était accoutumé aux arômes chimiques, au sucre et aux excitants.

Ne pas prendre de risques. Faire confiance au prof, au curé, au flic, au journaliste, aux responsables, au docteur, au technicien... payés pour penser à ma place.

On a voulu faire de moi une machine adaptée au bon fonctionnement de l'économie capitaliste. On l'a fait au prix du blocage de ma sensibilité, de mon imagination, de toutes mes possibilités humaines. Pas seulement moi, un conditionnement de masse. Chacun étant jaloux de son emballage protecteur, plus ou moins luxueux, suivant sa fonction.

Dans cette prison édiflée par les réglemets, l'ordre et la non-communication, j'étouffais. Entre ces différents spécialistes soumis, chacun dans sa tranche, aux lois du marché, je découvrais des contradictions. Dans l'exemple de camarades en recherche, je prenais des forces pour l'affrontement.

Je n'ai pas pu, à mon tour, étouffer mes petits. Ma première révolte a été de les allaiter longuement, malgré les conseils des pédiatres et autres fonctionnaires qui doutaient de mes possibilités naturelles. Dès la maternité nous avons rejeté les aliments en poudre, les règles d'hygiène, les horaires, pour rechercher nous-mêmes la santé et le plaisir. A partir de là, les enfants et moi avons osé vouloir vivre nos désirs élémentaires et expérimenter nous-mêmes un mode de vie plus rationnel. Parents, profs, travailleurs sociaux, ne pas jouer le jeu répressif. Vivre avec les producteurs une recherche collective. Au soleil.

J'ai voulu leur permettre de développer leurs sens, de respirer profondément, de communiquer par le regard, par la parole, par le contact des corps.

Avec eux et avec les personnes que je suis devenue capable de rencontrer, j'ai découvert la tendresse. La propriété privée et l'autorité qui la protège sont devenus inutiles. Les enfants parlent et agissent sans crainte d'être jugés. A la maison du moins, ils ont droit au tatonnement expérimental qui est la base de toute connaissance utile. Ils cherchent à comprendre tous les cycles biologique, écologique, économique pour critiquer et trouver eux-mêmes leur place.

Nourriture simple, connaissance des enchaînements naturels, relations vraies avec les personnes, tels nous semblent être les besoins vitaux, qui procurent santé et plaisir. Mais ils font aussi l'expérience de l'ordre imposé à l'école et dans le voisinage. Recherchant partout des amis ils se heurtent à la méfiance.

Ils affrontent les contradictions entre leurs désirs et les besoins de l'économie, entre leur lutte pour le partage et la propriété privée.

Comment casser les blocages qui empêchent toute communication. Comment dépasser la goinfrerie qui provoque les conflits d'intérêts et la destruction du sol. Comment s'associer dès aujourd'hui pour inventer un nouvel équilibre de vie ? Avant qu'on ne les étouffe, les enfants nous posent les questions d'avenir.

Germaine

## AVANT D'ETRE OUVRIER...

Avant d'être ouvrier, j'ai d'abord été paysan avec mes parents dans l'Aveyron. Ne pouvant rester à l'exploitation familiale j'ai appris un métier et je me suis embauché à l'usine.

Je n'avais pas les mêmes soucis qu'avant, puisque chaque fin de mois la paye tombait, mais je me suis rapidement aperçu que les problèmes ne manquaient pas dans ce monde ouvrier dont je faisais connaissance. Ce qui m'a d'abord frappé,

c'est de voir que le patron me faisait faire la quantité de travail, le nombre d'heures qu'il voulait pour un salaire dont en dernier ressort il fixait les limites.

Au début par réaction et pour me défendre, j'ai d'abord adhéré aux objectifs syndicaux, qui luttaienent pour de meilleurs salaires, cherchant à vendre notre force de travail au meilleur prix possible, dans le cadre d'un éventail hiérarchique ; lutte aussi pour l'amélioration des conditions de travail, cherchant d'ailleurs à faire la meilleure promotion possible.

Au fur et à mesure que j'ai commencé à comprendre les problèmes, j'ai découvert que nos luttes ne remettaient pas fondamentalement en cause tout ce qui nous divisait entre nous ; par exemple les classifications qu'on s'évertue de faire avancer et qui en définitive sont l'outil que donnent les patrons aux syndicats, pour organiser la concurrence des travailleurs entre eux. Les délégués passent beaucoup de temps à élaborer une stratégie, une tactique pour libérer les travailleurs du capitalisme, mais les travailleurs sont absents de cette élaboration.

Le pouvoir détenu par ces camarades, par délégation de pouvoir est jalousement conservé, en attendant d'être plus important, avec la mise en place du programme commun, d'ailleurs il ne faut pas être grand prophète pour comprendre qu'à ce moment-là nous serons tout autant soumis, sinon plus, qu'actuellement.

Les discours sont nombreux : démocratie, union des forces populaires etc., mais on ne remet pas en cause la société salariale dans laquelle nous sommes et qui nous exploite, nous opprime, on veut aménager une société pourrie, mais aucune perspective de rupture. Rien d'étonnant qu'actuellement la plupart des travailleurs ne se sentent pas concernés par ces affrontements partidaires qui n'apportent pas de perspectives nouvelles ; on reste concurrents.

Malgré tout je participe aux actions syndicales actuelles, car c'est sur les lieux de travail que l'antagonisme des classes est le plus fort, mais ce n'est pas suffisant.

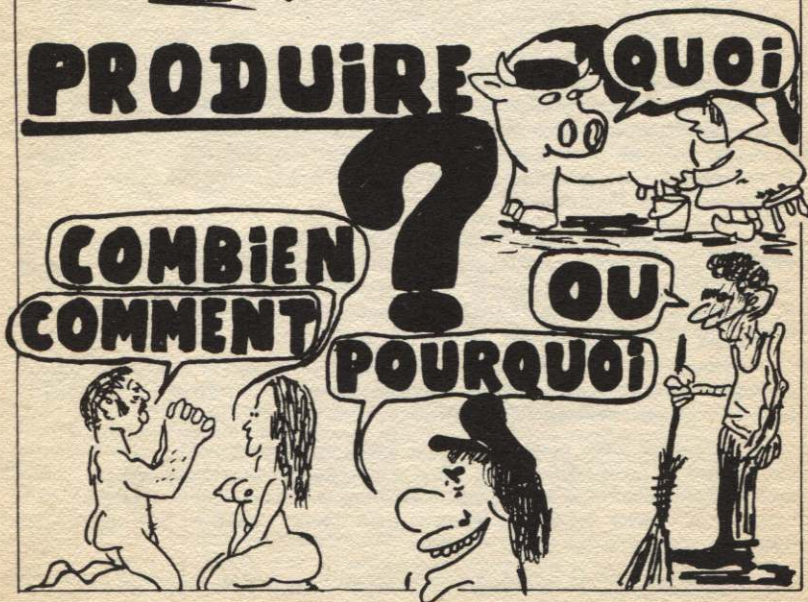
Avec des copains, des copines de la région, nous essayons d'impulser des actions, des luttes, des pratiques apartidaires, antisalariales et révolutionnaires, qui sont expliquées dans ce dossier, ce qui devrait nous permettre de changer radicalement la vie, d'instaurer des rapports nouveaux entre nous, en s'attaquant aux réflexes et aux idées reçues de notre civilisation capitaliste. CES RAPPORTS NOUVEAUX COMMENCENT A EXISTER ENTRE NOUS.

René

# POUR LIQUIDER LE CAPITAL PROLÉTAIRES APARTIDAIRES ANTISALARIALS ET REVOLUTIONNAIRES RASSEMBLONS-NOUS.



Ne perdons plus notre vie à produire n'importe quoi pour du profit, ne considérons pas la production en termes d'économie, mais en termes humains, abolissons l'esclavage moderne du salariat. La liberté ce n'est point de travailler chaque année autant pour produire des objets marchandises (et non des biens d'usage) mêmes s'ils sont inutiles ou dangereux pourvu qu'ils rapportent de bons bénéfices, alors que des besoins essentiels ne sont pas pris en compte. On transforme notre travail en marchandise, qui ne connaît que le client, c'est-à-dire celui qui a de l'argent. Supprimer le salariat c'est devenir maître collectivement de tout son travail. Tout cela suppose de répondre collectivement à la question.



# **A la suite de la rencontre de Champoly projet de rassemblement**

Nous proposons des rencontres de camarades dont la base est ouvrière et paysanne, et dont la pratique, que ce soit à l'usine, au quartier ou ailleurs, ainsi que les idées, sont proches, tous mènent des luttes à partir de problèmes concrets, quotidiens, refusant les discours idéologiques qui affirment une solidarité surtout formelle avec des événements lointains, autres, séparés. Cela ne signifie pas que nous sommes contre la solidarité internationale et de classe, mais nous pensons que c'est seulement à partir de pratiques concrètes dans nos milieux respectifs contre tous les effets de la domination, de l'exploitation, de l'oppression capitaliste que cette solidarité pourra prendre une réalité et sortir du discours. Notre lutte se situe sur notre propre lieu d'existence, dans notre propre milieu en fonction de problèmes concrets pour les assumer collectivement dans une dynamique de lutte. Nous refusons de nous projeter dans un discours stéréotypé, valable dans n'importe quelle situation, n'importe quel milieu mais surtout pas le sien.

Pour nous la révolution commence aujourd'hui, quotidiennement, là où nous sommes, pour une volonté de transformation des rapports sociaux et humains dans la lutte, préfigurant déjà **partiellement** les rapports sociaux et humains de demain ; lutte aussi à base de fête au niveau d'une masse, devant être une action libératrice et créatrice du peuple, réunion autour de l'idée motrice que nous refusons la concurrence, les spécialistes, ceux qui parlent à notre place pour permettre l'explosion de sentiments vrais.

Des pratiques que nous essayons d'impulser partout là où nous sommes, les idées qui s'en dégagent, concrétisent une lutte pour l'abolition du salariat : c'est-à-dire que dans tous les domaines de la vie, des relations entre ouvriers, entre ouvriers et paysans, entre hommes et femmes, etc., la société nous fait concurrents, donc nous divise et nous refusons cet état de fait.

Nous refusons la concurrence entre les travailleurs. Par exemple les qualifications sont l'outil sur mesure que donnent les patrons aux syndicats pour organiser la concurrence des travailleurs entre eux, donc leur division.

Comment lutter pour l'emploi, et quel emploi, alors que les travailleurs sont concurrents au niveau des emplois, donc divisés. Les syndicats voudraient un capital sans chômage comme si le chômage n'était pas le fruit du capital lui-même. Nous essayons de trouver des formes de luttes pour liquider le capital qu'il soit privé ou d'Etat.

La lutte pour de meilleurs salaires ou revenus est actuellement un courtage

# LE FOUR A PAIN



Faire le pain, la bouffe, prendre des contacts avec les paysans, aller au meunier pour faire moudre le grain, garder les momes, pas de spécialités, hommes, femmes chacun son tour.



Sans oublier de faire la fête.



Nous sommes en cours de réalisation de l'opération four à pain. Avec le pain, on concerne autant les ouvriers que les paysans, le village que le quartier.

Si le pain est de plus en plus immangeable, on peut l'expliquer. C'est une marchandise qui perd sa qualité donc sa valeur d'usage. Sa production et sa consommation échappent totalement aux producteurs et aux consommateurs parce qu'ainsi la division du travail, la soumission et la concurrence des travailleurs s'étendent.

Le blé est traité, la farine l'est aussi. La mouture se fait dans des moulins industriels éloignés. La production des pains se fait en usine. Puis ils sont conditionnés, voire surgelés.

Alors si l'on commence à faire un four à pain, si bientôt on va le faire fonctionner collectivement avec les produits locaux, on consommera un pain de qualité tout en vivant différemment, en maîtrisant pour un temps la loi du commerce et du salariat.

Il ne sera pas question de recréer la division du travail, hommes, femmes ou fabrication, politique, vaisselle. Nous essaierons que tout soit politique de façon nouvelle, communautaire et chaleureuse.

entre classes antagonistes. Les représentants des travailleurs qu'ils soient ouvriers ou paysans cherchent à vendre leurs forces de travail au meilleur prix possible dans le cadre d'un éventail hiérarchisé des revenus. Notre lutte essaie de poser le problème d'une société égalitaire où chacun, selon ses moyens, produira pour recevoir en fonction de ses besoins.

Avec notre travail qui n'est pas notre salaire on nous fait produire des objets marchandises (et non des biens d'usage) même s'ils sont inutiles pourvu qu'ils rapportent de bons bénéfices alors que des besoins essentiels ne sont pas pris en compte. On transforme notre travail en marchandise qui ne connaît que le client c'est-à-dire celui qui a de l'argent. Supprimer le salariat c'est devenir maîtres collectivement de tout son travail.

Tout cela suppose de répondre collectivement à la question:

## PRODUIRE, POURQUOI, QUAND, COMMENT, OU ?

Nos luttes sont des refus de l'organisation hiérarchique, concurrentielle entre celui qui commande et celui qui exécute, celui qui a du pouvoir et celui qui n'en a pas. Du travail parcellaire qui nous fait travailleurs indifférenciés de la division entre le travail manuel et le travail intellectuel. Nous refusons la spécialisation d'une minorité au détriment des autres.

Comment faire pour que chaque personne connaisse les problèmes qui conditionnent sa vie, réfléchisse, décide en connaissance de cause.

Nous refusons de déléguer notre pouvoir ou d'accepter celui des autres et de couper la vie en tranches. Nous refusons la division bourgeoise entre partis politiques et syndicats.

Comment faire pour que chaque personne connaisse les problèmes qui conditionnent sa vie, réfléchisse et décide en connaissance de cause.

Nous avons aussi conscience que la base de cette expression politique doit être ouvrière et paysanne. Nos rapports avec les intellectuels de profession ou d'encadrement doivent être établis sur des bases claires, c'est-à-dire que nous ayons, qu'ils aient une conscience claire de leur rôle dans le processus d'exploitation et d'oppression des travailleurs les amenant à des luttes de rupture avec cet état de fait.

A partir d'une même perspective politique nous voulons être tolérants, les expériences peuvent être multiples, personne ne détient la vérité. Nous refusons qu'à chaque idée nouvelle, initiative, on se déchire on s'éparpille, car n'ayant aucun pouvoir à prendre nous ne pouvons être affolés par le pouvoir. Nous ne voulons pas être des militants tendus, mais des camarades en lutte et en fête. On veut s'écouter, se regarder, communiquer.

A partir de ces pratiques, comment s'associer tous ensemble, dès aujourd'hui pour prendre collectivement notre devenir en main, car sans être a priori contre les syndicats, les partis politiques, il faut bien constater qu'ils ne sont porteurs d'aucun changement radical des rapports de production qui conditionnent notre vie. Comment aussi briser les barrières idéologiques qu'ont dressé les soi-disant « avant-



gardes éclairées ». Comment dépasser le spontanéisme qui est l'expression d'une révolte passagère sans suite.

Comment défendre nos intérêts immédiats car il faut bien vivre et en même temps défendre nos intérêts historiques : la destruction de cette société injuste par la révolution sociale qui ne peut être une transition mais, une, des ruptures.

Les luttes antisalariales existent. Elles sont difficiles, isolées. Nous pouvons nous aider mutuellement par des coordinations, des échanges à mettre en place.

Si à partir de ces pratiques, nous réussissons à nous rassembler, à représenter un poids politique, si demain la gauche prend le pouvoir en France, un grand nombre de travailleurs ouvriers, paysans, enseignants, etc., au lieu de servir de masse de manœuvre à la gauche s'efforceront d'imposer eux-mêmes directement une organisation nouvelle des usines, des services publics, des quartiers, des écoles, etc. En luttant en même temps pour la destruction de l'ordre capitaliste et du salariat. En mettant en place, par la pratique et par la lutte, de nouveaux rapports de production et de nouvelles relations sociales où il n'y aurait plus besoin de partis brigant l'exercice du pouvoir d'Etat qui, par nature, est toujours oppressif.

*– Pouvez-vous nous faire part de vos réactions à ce projet qui fait suite à la pratique de copains du Roannais qui vont travailler en équipe sur ces bases ? Projet qui est aussi la suite de la rencontre de Champoly.*

*– Est-ce que ce projet correspond à vos perspectives ?*

*– Comment envisagez-vous une coordination nationale. ?*

*– Ne faudrait-il pas se déclarer « association 1901 » pour avoir une salle de réunion, prendre une assurance pour une fête, éditer non pas un journal central mais des dossiers dans chaque coin sur nos pratiques, nos luttes, nos réflexions ?*

*Envoyez le plus rapidement vos réponses à l'adresse suivante :*

DUMAS Claudy

« Le Bois »

VILLEMONTAIS

42370 RENAISON

**QUAND  
LES TRAVAILLEURS  
SE FONT LEUR  
PROPRE PATRON  
CELA LES  
AMÈNE SOUVENT  
A ÉTABLIR**

**DES CONDITIONS  
DE TRAVAIL  
ENCORE PLUS  
DURES  
QU'AU PARAVANT**  
*POUR SAUVER*  
**L'ENTREPRISE!**

## A TRAVERS LES CAHIERS SPARTACUS

**Simon Rubak : LA CLASSE OUVRIERE EST EN EXPANSION PERMANENTE** (136 pages, 13 F).

Face aux thèses « techniques », trop souvent orientées, l'auteur démontre chiffres à l'appui, que la classe ouvrière mondiale croît considérablement en chiffres relatifs et absolus dans les pays industrialisés, comme dans le Tiers-Monde. De nombreuses statistiques et tableaux montrent le gonflement du secteur tertiaire dans une confusion qui empêche le prolétariat de se dénombrer, donc de prendre conscience de ses possibilités libératrices. Un courageux et sérieux pamphlet.

**Ch. Reeve : LE TIGRE DE PAPIER, Sur le développement du capitalisme en Chine, 1949-1971** (152 pages, 15 F).

Etude fouillée et documentée fondée sur l'analyse matérialiste de l'économie chinoise. Les événements politiques : Grand Bond en Avant, rupture avec le Capitalisme d'Etat russe, Révolution Culturelle, ne peuvent être compris en dehors de la lutte de classes qui oppose la paysannerie et le prolétariat chinois aux gérants du Capitalisme d'Etat. Suivie de nombreuses références et de documents importants montrant l'exploitation impitoyable de l'homme par les bureaucrates au nom du socialisme.

**Rosa Luxembourgeois : REFORME OU REVOLUTION, réédité avec MARXISME CONTRE DICTATURE** (160 pages, 12 F).

Recueil de textes de Rosa Luxembourgeois :

— Réforme sociale ou révolution (1899).

— Les lunettes anglaises (1899), à propos de la thèse de Bernstein sur la nature des syndicats britanniques.

— Le but final (1898), discours au Congrès de Stuttgart de la S.P.D.

— Présentation et notes de S. Rubak.

**MARXISME CONTRE DICTATURE, édité également à part** (B56-5 F)

— Centralisme et Démocratie (Questions d'organisation de la social-démocratie russe) (1904), marque les débuts de la polémique avec Lénine.

— Masses et chefs (1903-1904).

— Liberté de la critique et de la science (1899).

**Rosa Luxembourgeois : CONTRE LA GUERRE, PAR LA REVOLUTION. LETTRES ET TRACTS DE SPARTACUS** (204 pages, 17 F).

Recueil des « Lettres de Spartacus » écrites par Rosa en prison de septembre 1916 à octobre 1918, ainsi que d'autres textes et tracts de la même période.

Les révolutionnaires allemands face à la guerre, à la répression, à la scission du Parti Social-Démocrate allemand, à la Révolution russe. Indispensable pour comprendre la pensée de Rosa Luxembourgeois et la Révolution allemande.

**Jean Jacques : LUTTES SOCIALES ET GREVES SOUS L'ANCIEN REGIME** (128 p., 8,00 F).

Une étude détaillée sur les mouvements sociaux en France essentiellement au XVIII<sup>e</sup> siècle. Il faut noter en particulier l'excellent paragraphe 4 sur la « soierie lyonnaise » qui permet de suivre pas à pas les prolégomènes de la Révolution de 89. Indispensable avant toute étude approfondie de cette période.

**Ida Mett : LE PAYSAN RUSSE DANS LA REVOLUTION ET LA POST-REVOLUTION** (80 pages, 6 F).

La Révolution léniniste face au problème paysan à travers les « Comités de paysans pauvres », « le communisme de guerre », la « NEP », la collectivisation forcée, les kolchos, la guerre 1941-1945, et depuis la mort de Staline. Etude précédée d'un bref aperçu de la question paysanne sous le tsarisme.

**Pannekoek, Korsch : LENINE PHILOSOPHE** (128 pages, 12,50 F).

Une étude remarquable du « père du conseillisme » sur le marxisme discutabile des conceptions philosophiques de Lénine à travers l'apport des thèses de Dietzgen, Mach, Avenarius et Plékhanov. Un ouvrage difficile, mais indispensable.

**A. Skirda : LES ANARCHISTES RUSSES ET LES SOVIETS** (96 pages, 7,50 F).

Textes de Rocker, Archinov, Valeski, Yartchouk, Makhno. Récits de combattants et de témoins de la Révolution russe, les essais d'autogestion des communes d'Ukraine et d'usines au début de la Révolution, leur sabotage et celui de coopératives seul lien solide avec la campagne, par les Bolchéviks. Une des causes de la famine.

**Rudolph Rocker : LES SOVIETS TRAHIS PAR LES BOLCHEVIKS (La faillite du Communisme d'Etat)** (124 pages, 12 F).

La terreur dénoncée 50 ans avant « le Goulag ».

Restent disponibles : SERIE A - B - C

A	1. Jean JAURES. — L'Eglise et la laïcité	F 3,00
	3. Charles ALLIGIER. — Socialisme et Bolchevisme	F 4,00
	4. Rosa LUXEMBOURG. — La Révolution russe	F 4,00
	5. René LEFEUVE. — La politique communiste (Ligne et Tournants)	F 3,00
	8. JAURES et LAFARGUE. — Idéisme et Matérialisme	F 3,00
	18. TOMORI-BALASZ. — Qui succédera au capitalisme ?	F 4,00
	24. Jean JAURES. — Le Manifeste communiste de Marx et Engels	F 3,00
	36. RIAZANOV, ENGELS, LUXEMBOURG. — La confession de Karl Marx	F 3,00
	44. J. ZERZAN. — Un conflit décisif aux U.S.A.	F 4,00
	46. P.I.C. — Moyen-Orient, un abcès de fixation	F 6,00
B	6. Robert LOUZON. — L'Ere de l'Impérialisme	F 6,00
	8. Lucien LAURAT. — Déchéance de l'Europe	F 6,00
	9. Sylvain WISNER. — L'Algérie dans l'impasse	F 6,00
	13. Jules GUESDE. — Collectivisme et Révolution	F 6,00
	14. VINATREL. — L'U.R.S.S. concentrationnaire - Travail forcé	F 6,00
	16. JAURES. — Commentaire, controverse et discours	F 8,00
	18. JAURES et GUESDE. — Les deux méthodes - Le Socialisme	F 6,00
	21. DOMMANGET. — Bianqui calomnié (Docum. Tschereau)	F 32,00
	24. Ida METT. — Le Paysan russe dans la Révolution	F 6,00
	25. Denis HEALEY. — Les socialistes derrière le rideau de fer	F 6,00
	29. DOMMANGET. — Babeuf et la conjuration des égaux	F 8,00
	29. TROTSKY. — Rapport de la Délégation Sibérienne	F 6,00
	33. Karl MARX. — Textes philosophiques (1842-1847)	F 10,00
	34. PANNEKOEK, KORSCH. — Lénine philosophe (en réédition)	F 12,50
	36. MARX, ENGELS. — Textes sur l'organisation	F 10,00
	37. J. JACOUES. — Luttes sociales et grèves sous l'ancien régime	F 8,00
	38. TALES. — La Commune de 1871	F 18,00
	40. SOUVARINE. — Un pot-pourri de Khrouchtchev (ses Souvenirs)	F 3,00
	41. Arthur LEHNING. — Anarchisme et Marxisme en Russie	F 10,00
	42. MARX, ENGELS. — Programmes socialistes : Erfurt, Gotha, Le Havre	F 6,00
	43. BARRUE. — Bakounine et Netchaïev. Le catéchisme révolutionnaire	F 6,00
	44. ROUSSEL. — Les enfants du Prophète (Histoire du trotskisme)	F 10,00
	45. RUBAK. — La classe ouvrière est en expansion permanente	F 13,00
	46. D. MACDONALD. — Le Marxisme est-il en question ?	F 11,00
	47. SOUVARINE. — Le stalinisme. Ignominie de Staline	F 3,00
	48. Ch. REEVE. — La Chine, Tigre de Papier, Capitalisme d'Etat	F 15,00
	49. R. LUXEMBOURG. — Réforme ou Révolution, Marxisme et Dictature	F 12,00
	50. SERGE. — Le nouvel Impérialisme russe - La Commune de Varsovie	F 11,50
	51. Victor SERGE. — 16 fusillés : Zinoviev, Kamenev, Smirnov	F 16,00
	52. SKIRDA. — Les Anarchistes russes et les Soviets	F 7,50
	53. ROCKER. — Les Soviets trahis par les Bolcheviques	F 12,00
	54. Max STIRNER. — De l'Education. — En lisant l'Unique	F 11,00
	55. DOMMANGET-LUXEMBOURG. — 1848-1905 étapes de la Révolution	F 13,00
	56. Rosa LUXEMBOURG. — Marxisme contre Dictature	F 5,00
	57. CORALE. — Capitalisme, syndicalisme, même combat	F 13,00
	58. CAMATTE. — Bordiga et la passion du Communisme	F 18,00
	59. J. PERDU. — La révolte des Canuts. Les insur. lyonnaises 1831 - 1834	F 11,50
	60. I.C.O. - Capitalisme et lutte de classe en Pologne, (1870 - 1971)	F 25,00
	61. COLLECTIF SPARTACUS. — Portugal, l'autre combat, (1974 - 1975)	F 22,00
	62. G. MUNIS. — Parti-Etat, Stalinisme, Révolution	F 13,50
	63. O. RUHLE - P. MATTICK. — Fascisme brun, Fascisme rouge	F 10,00
	64. REVUE. — Portugal - Russie - Luxembourg : Question nationale	F 5,00
	65. OLLIVIER-LANDAU. — Espagne, les fossoyeurs de la Révol. sociale	F 12,00
	66. REVUE. — Espagne - Portugal - Marxisme - Mao - Evol. du Capitalisme	F 5,00
	67. LEVAL. — La pensée constructive de Bakounine	F 25,00
	68. REEVE. — Portugal, la conception putschiste de la Révolution	F 5,00
	69. J. BARRUE. — L'Anarchisme aujourd'hui. Et un inédit de Bakounine	F 11,00
	70. DOMMANGET. — 1793, les Enragés. Les Cérés Rouges. Roux et Dolivier	F 15,00
	71. REVUE. — P. Mattick : Capital monopoliste d'Etat, Lettres de Rosa	F 5,00
	72. A. CROIX. — Jaurès et ses détracteurs, Envie et calomnie, l'assassinat	F 30,00
	73. A. ANDERSON. — Hongrie 1956. Révolution, Conseils ouvriers, répression	F 17,00
	74. REVUE : La dictature du Proletariat. La 1ère Internationale	F 5,00
	75. Claude BERGER : Pour l'abolition du salariat	F 6,00
	76. SPARTACUS : Rosa Luxembourg et sa doctrine - (sous presse)	F 18,00
C	4. L. KAUTSKY - R. LUXEMBOURG - GUILLERM : Le Luxembourgeois	F 11,00
	5. LUXEMBOURG - SCHWARZ. — L'expér. belge. Lénine et syndicats	F 12,00
	6. MARX-ENGELS-LUXEMBOURG. — Critique des programmes, critique révolutionnaire Erfurt, Gotha, La Révol. russe. Lettres de prison	F 11,00
	7. Rosa LUXEMBOURG. — Les lettres et tracts de Spartacus	F 17,00
	8. DOMMANGET. — Sylvain Maréchal, l'Éclaircaire	F 40,00
	10. AUTHIER. — La gauche allemande (1920 - 1922). Textes historiques	F 12,00
	12. Marcel CERF. — Edouard Moreau, Communiste	F 15,00
	13. NICOLAEVSKI. — A Moscou, Luttes sanglantes pour le Pouvoir	F 15,00
	14. John BERGER. — Réussite et échec de Picasso	F 22,00
	15. ZAVATTINI. — Cinéparoles. Journal de Cinéma et de Vie	F 21,00
	16. Fred J. COOK. — F.B.I., la chasse aux sorcières	F 30,00
	17. J. BERGER. — Art et Révolution, l'Artiste en U.R.S.S.	F 16,00
	19. Sophie BIBROWSKA. — Une mise à mort, d'Aragon	F 18,00